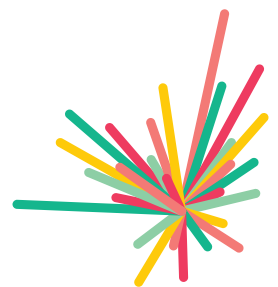


# COMPTE ADMINISTRATIF

# 2022



**BORDEAUX  
MÉTROPOLE**



# L'année 2022 est marquée à la fois par la sortie progressive de deux années marquées par une affectation des ressources métropolitaines en réponse à la crise sanitaire, et par de nouveaux défis en lien avec la montée de l'inflation. L'impact financier de ces deux éléments, même s'il est réel, n'a qu'un impact limité sur l'endettement métropolitain.

## En résumé

Le compte administratif 2022 reflète les ambitions posées par le Budget 2022 en réponse aux aspirations des habitants et usagers de notre métropole de pouvoir vivre et travailler dans un cadre plus soucieux des hommes et de leur environnement, sans pour autant se refermer sur son territoire.

L'année 2022 marque la sortie progressive de deux années marquées par une affectation des ressources métropolitaines en réponse à la crise sanitaire. Tous les effets n'en étaient pas encore neutralisés, mais la Métropole a du faire face à de nouveaux défis en 2022 avec la montée de l'inflation. Elle s'est mobilisée pour soutenir le pouvoir d'achat de ses agents mais aussi de façon générale celui des salariés au travers de sa commande publique.

### Ainsi les dépenses sur les axes qui fondent la mandature continuent à progresser, à savoir :

les mesures en faveur du plan climat et de la transition énergétique (+ 44 % soit 10 € par habitant vs 7 € en 2021), l'habitat et le logement (+38% soit 49 € par habitant vs 36 € en 2021)<sup>1</sup>, le développement économique (+26 % soit 43 € par habitant vs 34 €<sup>2</sup> en 2021) et enfin la mobilité, le transport et les déplacements (+10,1 % soit 709 € par habitant vs 644 € en 2021) qui demeure le premier secteur d'intervention de la métropole d'autant qu'il contribue aux politiques précédentes.

Si l'épargne nette marque le pas en 2022 tous budgets confondus (-16 %), le dynamisme des ressources propres d'investissement (+12 %) permet de limiter le recours à l'endettement nouveau (+39 M€ par rapport à 2021) quand les dépenses d'équipement progressent de plus de 8 %, soit +44 M€ et 573 M€ de réalisation pour l'ensemble des budgets.

### Les principaux enseignements de l'exercice 2022 sont les suivants :

- Au global, tous budgets confondus, en mouvements réels consolidés :
  - Les **recettes totales** atteignent **1 755,17 M€ (+3,38 %)**, bénéficiant d'une dynamique des recettes fiscales indirectes (+3,42 %), d'une progression des recettes de transport de voyageurs TBM (+8,21 %) mais aussi d'une hausse

de la fraction de TVA (en remplacement de la Taxe d'habitation sur les résidences principales - THRP) à hauteur de +9,58 %. À noter toutefois la valeur des recettes fiscales directes qui continuent de baisser de -5 M€ (-2,27 %).

- Par ailleurs, **notre collectivité a plus emprunté** qu'en 2021 (+39 M€, +30 %), ce qui influe aussi sur le niveau des recettes totales de l'exercice.

- Les **dépenses totales** s'élèvent à **1 688,79 M€ (+6,57 %)**, avec tout particulièrement des dépenses d'investissement (714,99 M€) en nette progression de +12,36 %, dont les immobilisations financières en forte hausse (33,01 M€ contre 6,78 M€ en 2021) et le programme d'équipement qui progresse à lui seul de +8,39 %. En revanche, les dépenses de fonctionnement affichent une hausse modérée de 2,68 % (973,80 M€).

- Le **résultat net de clôture**, quant à lui, s'établit à **79,60 M€, en baisse de 8,17 %** par rapport à 2021 (86,68 M€).

- Le niveau **d'épargne nette diminue de -15,56 % (192,09 M€)** et **la capacité de désendettement** se dégrade à 4,36 ans, par rapport à 2021 (3,63 années) mais reste en deçà de celle anticipée lors des orientations budgétaires 2022 de 5,3 années.

• S'agissant des budgets annexes, le Budget annexe des Transports requiert ainsi toujours une grande vigilance, au regard de ses ratios financiers et des engagements à venir, avec :

- Un encours de dette (569,63 M€) qui progresse de +7,09 % sur 2022 ;

- Une capacité de désendettement s'établissant à fin 2022 à 11,25 années ;

- Le financement de la valeur nette comptable de fin de contrat des biens immobilisés auprès du délégataire actuel à racheter à l'issue de la délégation de service public (DSP) en 2023 de 21,8 M€ et le rachat des stocks pour 6,1 M€ ;

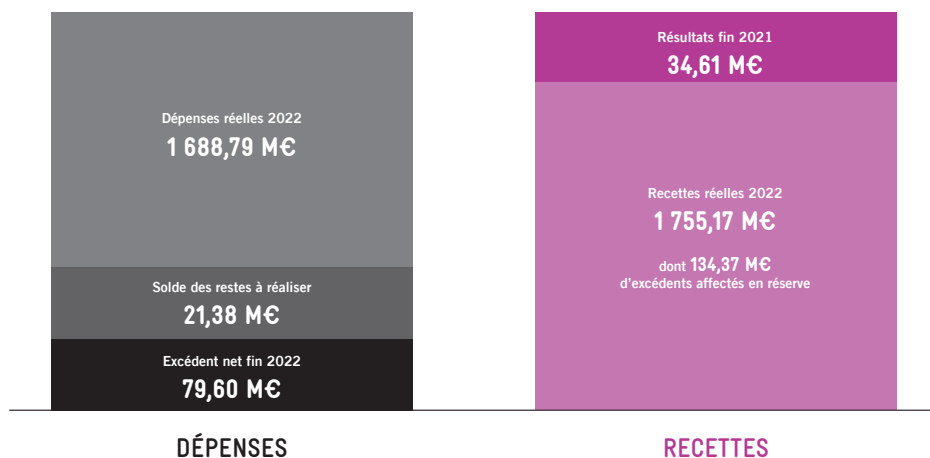
- Un contrat de DSP très volontariste et des projets d'investissement conséquents, mobilisant des ressources importantes conformément aux objectifs du schéma des mobilités et de l'ancienneté de notre réseau ;

- Et un remboursement dès 2023 et avant 2030 de l'avance réalisée par l'Etat en 2020 (47 M€) pour compenser les pertes de recettes du fait de la crise sanitaire, dont le report d'étalement sollicité par notre établissement entre 2026 et 2030 dans un contexte de tension inflationniste y compris sur les taux de financement est encore à l'étude par les services de l'Etat.

<sup>1</sup> Hors avance de 19 M€ réalisée au titre des concessions d'aménagement du centre historique.

<sup>2</sup> Hors subventions exceptionnelles versées au titre du COVID (20,4 M€)

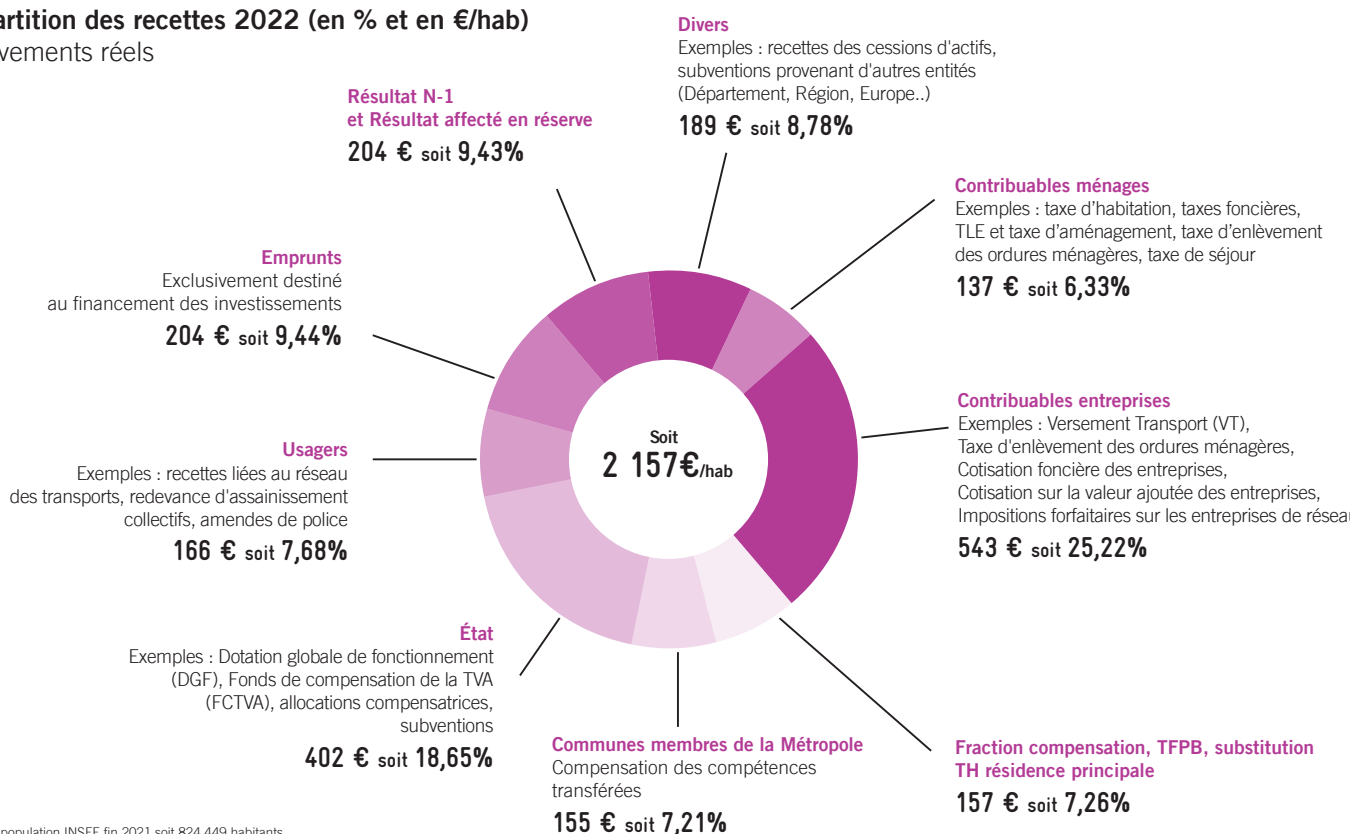
## Masses budgétaires en flux réels consolidés du CA 2022 tous budgets confondus :



## D'où viennent les recettes 2022 ?

### Répartition des recettes 2022 (en % et en €/hab)

Mouvements réels

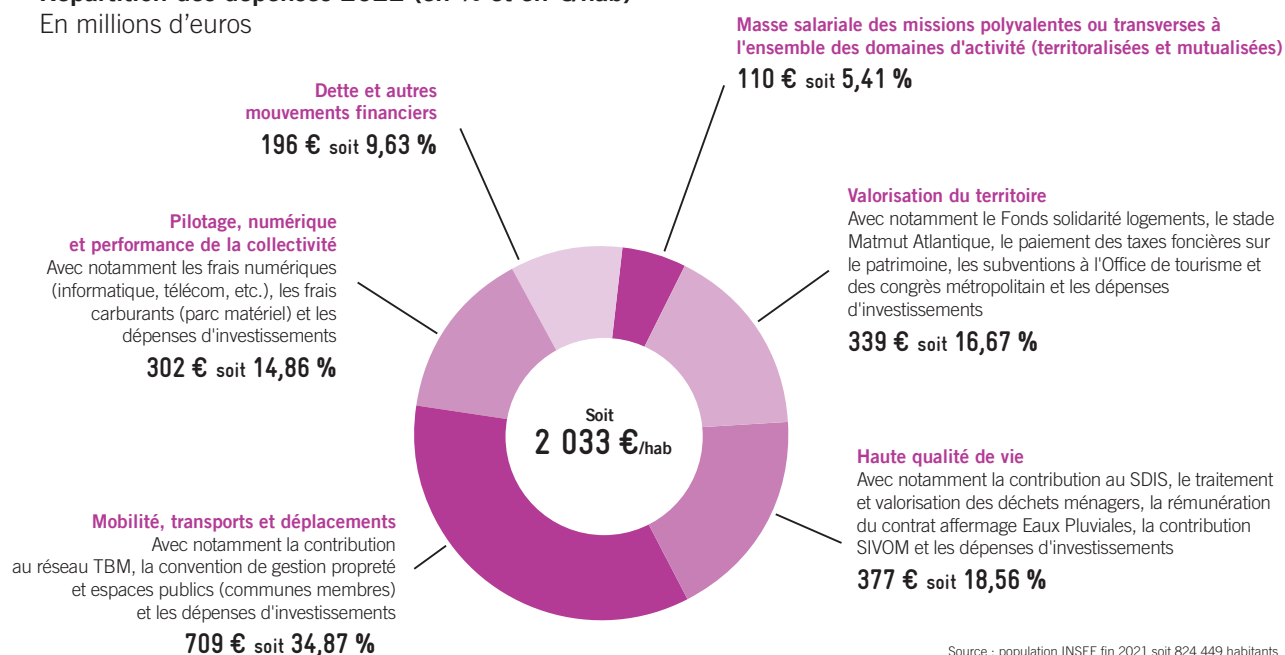


Source : population INSEE fin 2021 soit 824 449 habitants

## À quoi ont servi les dépenses 2022 ?

### Répartition des dépenses 2022 (en % et en €/hab)

En millions d'euros



Des ratios de gestion qui se dégradent sous l'effet d'une progression plus rapide des dépenses que des recettes au sein de la métropole, avec une capacité de désendettement se maintenant à un niveau acceptable à fin 2022

Principaux ratios de gestion en M€ (*)	2021	2022	Évolution en %
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actif)	1 257,35	1 250,21	-0,57 %
Dépenses réelles de fonctionnement hors Interêts de la dette	931,53	956,17	2,65 %
<b>Épargne de gestion</b>	<b>325,81</b>	<b>294,03</b>	<b>-9,76 %</b>
Frais financiers	16,80	17,62	4,87 %
<b>Capacité d'autofinancement (Épargne brute)</b>	<b>309,02</b>	<b>276,41</b>	<b>-10,55 %</b>
Remboursement en capital de la dette	81,54	84,32	3,41 %
<b>Épargne nette (disponible)</b>	<b>227,48</b>	<b>192,09</b>	<b>-15,56 %</b>
<b>Encours de dette au 31 décembre</b>	<b>1 121,15</b>	<b>1 205,83</b>	<b>7,55 %</b>
<b>Capacité de désendettement (en années)</b>	<b>3,63</b>	<b>4,36</b>	<b>20,24 %</b>

(\*) montants arrondis

# Un résultat net en baisse avec un volume de recettes qui atteint quasiment la barre des 1,70 Md€

Tous budgets confondus, hors résultats antérieurs reportés et hors mouvements d'ordre et mouvements inter budgets, les **recettes réelles totales progressent de 3,38 %** en 2022 avec un montant annuel qui s'élève à **1,755 Md€**. De leur côté, les **dépenses réelles sont en hausse de +6,57 %** pour atteindre **1,688 Md€**.

Sous l'effet d'une progression des dépenses d'investissement (+13,67 %) qui génère une accentuation du déficit en section d'investissement à hauteur de -240,22 M€ (contre -212,96 M€ en 2021) malgré un recours à l'emprunt supérieur (**169 M€** contre 130 M€ l'année précédente), le **résultat brut de clôture se contracte de -40,24 %** portant son montant à **100,98 M€**.

Ce résultat brut est aussi impacté par le **recul de l'excédent annuel de fonctionnement** qui se rétracte **pratiquement de -6 %** à 306,60 M€ (326,11 M€ en 2021) et par les résultats de clôture antérieurs en diminution de -38 % (34,61 M€ contre 55,83 M€ en 2021). Ces baisses sont toutefois à relativiser dans une perspective de moyen terme dans la mesure où elles intègrent également des volumes importants de provisions constituées dans le cadre de règles de gestion prudentielle (40,03 M€ pour l'ensemble des budgets dont 9,40 pour le seul budget principal).

Après prise en compte des restes à réaliser<sup>3</sup>, le **résultat net de clôture de l'exercice 2022 ressort, tous budgets confondus, à 79,60 M€**, en baisse de -8,17 % par rapport au résultat net fin 2021 (86,68 M€).

<sup>3</sup> Restes engagés fin 2022 dont les crédits seront reportés en 2023

À noter par ailleurs que les restes à réaliser intègrent 40 M€ d'emprunts sur le budget principal, contractés dans le cadre de la campagne de financement 2022 et mobilisables au premier semestre 2023.

Ce résultat net intègre par ailleurs des situations très diverses selon les entités financières et se décompose de la manière suivante sur les principaux budgets de Bordeaux Métropole :

**1 755 160 440 € de recettes**  
**et 1 688 785 133 € de dépenses**  
**en 2022**

En M€ (*)	2021	2022	Evolution en %
Recettes réelles globales (y compris l'excédent affecté en réserve)	1 697,85	1 755,17	3,38 %
Dépenses réelles globales	1 584,70	1 688,79	6,57 %
Résultat de l'exercice	113,15	66,39	-41,33 %
Résultat antérieur reporté	55,83	34,61	
<b>Excédent brut fin d'exercice</b>	<b>168,97</b>	<b>100,98</b>	<b>-40,24 %</b>
Solde des restes à réaliser (reports)	-82,29	-21,38	-74,02 %
<b>Excédent net fin d'exercice</b>	<b>86,68</b>	<b>79,60</b>	<b>-8,17 %</b>

(\*) montants arrondis

en millions d'euros (*)	Résultat brut fin 2022	Restes à réaliser dépenses	Restes à réaliser recettes	Résultat net 2022	rappel résultat net 2021
Budget principal	14,05 M€	120,69 M€	110,39 M€	3,75 M€	12,42 M€
Budget Transport	4,24 €	3,11 M€	1,01 M€	2,14 M€	7,04 M€
Budget Assainissement	28,57 M€	5,82 M€	-	22,75 M€	23,67 M€
Budget Déchets ménagers	45,16 M€	2,55 M€	0,00 M€	42,61 M€	37,57 M€
Budget Réseau de chaleur	2,24 M€	0,49 M€	-	1,75 M€	0,15 M€
Autres budgets	6,73 M€	13,18 M€	13,05 M€	6,60 M€	5,85 M€
<b>TOTAL</b>	<b>100,98 M€</b>	<b>145,84 M€</b>	<b>124,46 M€</b>	<b>79,60 M€</b>	<b>86,68 M€</b>

(\*) montants arrondis

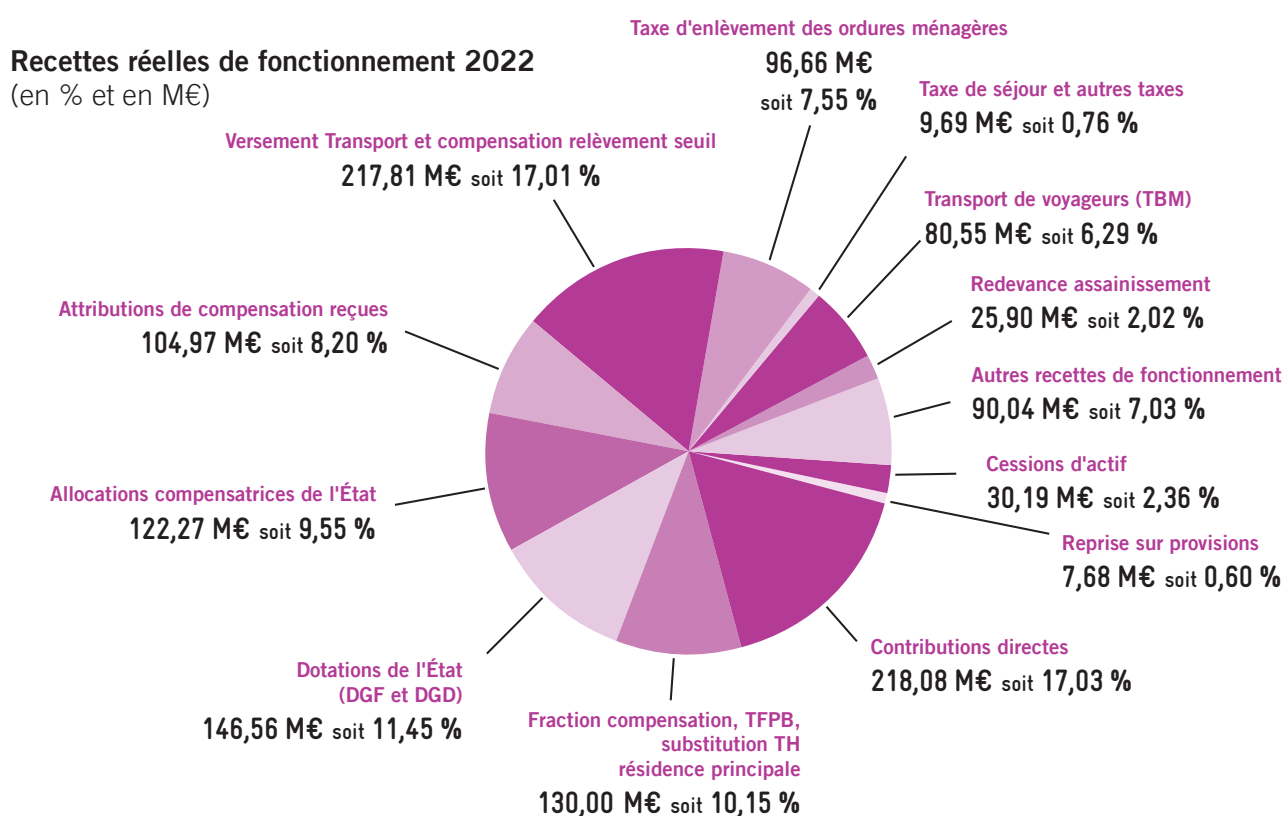
Le **résultat net du budget principal** est de **3,75 M€ fin 2022**, soit une baisse de **-69,84 %** par rapport à 2021, Cela s'explique tout particulièrement par une progression continue des dépenses du programme d'équipement (+8,73 M€), des constitutions de provisions en augmentation (+3,45 M€) et des immobilisations financières significatives (+21,10 M€).

# Des recettes de fonctionnement quasi stables, malgré des dotations d'État qui continuent de diminuer

Les recettes réelles de fonctionnement, hors excédent antérieur reporté, s'élèvent au total à **1 280,40 M€**, contre 1 274,44 M€ en 2021, soit une augmentation de 0,47 %.

**Hors cessions d'actif (30,19 M€) et hors reprises de provisions (7,68 M€)**<sup>4</sup>, elles s'élèvent à 1 242,53 M€ et augmentent de +2,62 % (1 210,86 M€ en 2021), portées essentiellement par la dynamique des recettes transport de voyageurs TBM (+8,21 %), ainsi que par la fiscalité indirecte (+3,42 %) et la fraction de TVA en remplacement de la Taxe d'habitation sur les résidences principales (+9,58 %).

## Ventilation des recettes de fonctionnement (1 280,39 M€) en 2022



## Progression des ressources fiscales, mais des dotations qui poursuivent leur baisse

Hors attributions de compensations reçues, les recettes fiscales de la Métropole comprennent les contributions directes, la fraction de TVA (en remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales - THrp), la fiscalité indirecte et autres fiscalités, les allocations compensatrices versées par l'État ainsi que la fiscalité affectée.

**Les contributions directes** proviennent de la **fiscalité dite « économique »**, perçue sur les entreprises, avec la cotisation foncière des entreprises (CFE), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER), la taxe sur les surfaces commerciales

(TASCOM), et la **fiscalité dite « ménages »** perçue essentiellement sur les particuliers avec la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation principale (THRSAL), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) et la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TA-TFPNB).

À compter de 2021, avec la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THrp), Bordeaux Métropole perçoit une **fraction de TVA nationale**. Cette fraction de TVA versée en 2021 correspond au produit de THrp 2020 de Bordeaux Métropole (y compris les rôles supplémentaires perçus en 2021 au titre de 2020).

<sup>4</sup> Ces recettes présentant un caractère non récurrent sont toujours retraitées pour analyser la robustesse des épargnes.

En 2022, Bordeaux Métropole voit le montant de cette fraction de TVA évoluer de la dynamique de TVA effective entre 2021 et 2022.

**La fiscalité indirecte et les autres fiscalités** regroupent la taxe de séjour, le reversement du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques ainsi que l'affectation à la Métropole du prélèvement opéré sur les communes pour insuffisance de logements sociaux (article 55 de la loi Solidarité renouvellement urbain - SRU).

**Les allocations compensatrices versées par l'État** sont réparties entre les allocations « ancien régime » avec les compensations relatives à la contribution économique territoriale (CET), aux taxes foncières sur les propriétés non bâties et, à compter de 2021, la compensation de CFE suite à l'abattement de 50 %

de la valeur locative des locaux industriels, les allocations compensatrices « nouveau régime » avec la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et le Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ainsi que le versement mobilité (VM) constituent la **fiscalité « affectée »** perçue par la Métropole.

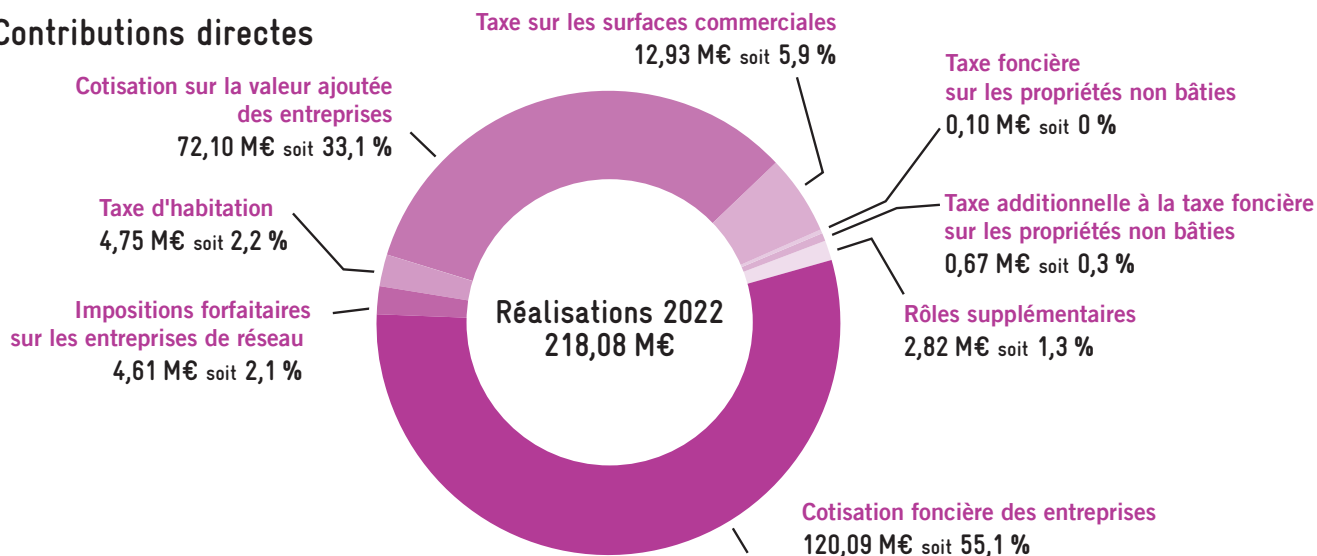
Par ailleurs, au titre des **dotations versées par l'État**, Bordeaux Métropole perçoit la dotation globale de fonctionnement (DGF), la dotation générale de décentralisation (DGD) « transports scolaires »

Recettes fiscales et dotations (en M€)	2021	2022	Évolution de 2021 à 2022 (réalisé)	
	Réalisé	Réalisé	en valeur	en %
<b>Contributions directes</b> (CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TH, TFPNB, TA-TFPNB et rôles supplémentaires)	223,15	<b>218,08</b>	-5,07	-2,27 %
<b>Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale</b>	118,63	<b>130,00</b>	11,37	9,58 %
<b>Fiscalité indirecte et autres fiscalités</b> (Taxe de séjour, jeux et paris hippiques et prélèvement SRU)	6,57	<b>9,68</b>	3,11	47,34 %
<b>Allocations compensatrices versées par l'état</b>	120,19	<b>122,27</b>	2,08	1,73 %
<b>Fiscalité affectée</b> (TEOM, rôles supplémentaires de TEOM, VT et compensation VT)	306,87	<b>314,47</b>	7,60	2,48 %
<b>Dotations</b> (DGF et DGD)	148,81	<b>146,56</b>	-2,25	-1,51 %
<b>Total des recettes fiscales et dotations</b>	<b>924,22</b>	<b>941,06</b>	<b>16,84</b>	<b>1,82 %</b>

En 2022, **les contributions directes s'élèvent à 218,08 M€**. Elles ont diminué de **-2,27 %**, soit en valeur **-5,07 M€**. Cela s'explique essentiellement par la revalorisation des bases et les **évolutions tarifaires sur les locaux professionnels** (+2,22 M€), la variation physique **des bases nette positive** (+0,58 M€), le produit de CVAE (-8,47 M€), le produit de la taxe sur les surfaces commerciales **TASCOM** (+0,54 M€), le produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau **IFER** (+0,37 M€) et des **rôles supplémentaires** (-0,31 M€).



## Contributions directes



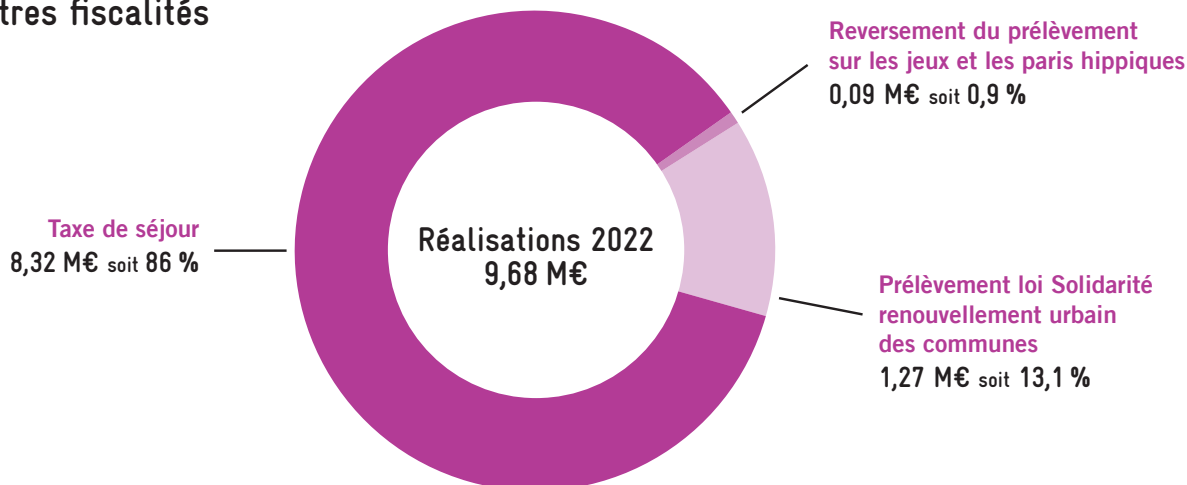
En remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THrp), Bordeaux Métropole perçoit depuis 2021 une **fraction de TVA nationale**.

En 2022, le montant perçu de **130 M€** correspond à la perte de THrp constatée en valeur 2020 indexée de l'évolution positive la TVA nationale nette entre

2021 et 2022 (soit +9,58 % en variation à fin 2022), cela représente 10,46 % des recettes réelles de fonctionnement récurrentes.

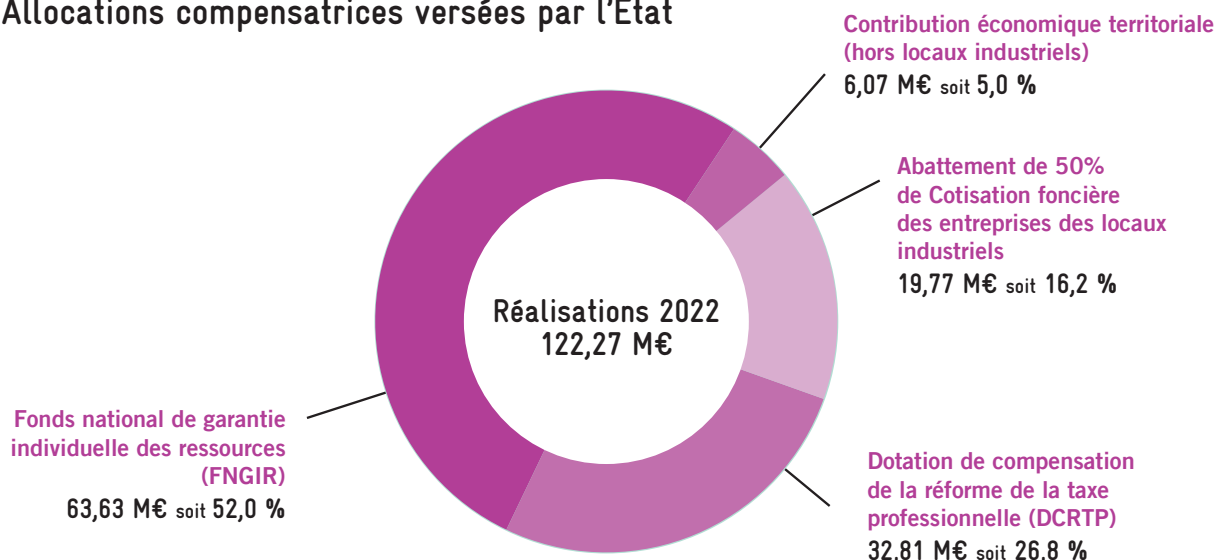
Les produits de **la fiscalité indirecte** représentent **9,68 M€** en 2022 soit **une progression de +47,49 % par rapport à 2021** dont **8,32 M€ de taxe de séjour** supplémentaire.

## Fiscalité indirecte et autres fiscalités



Les **allocations compensatrices** versés par l'État s'élèvent au total à **122,27 M€**, avec comme éléments majeurs en 2022: la compensation d'exonération de base minimum de CFE pour les redevables réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes inférieur à 5 000 € (instituée par l'article 97 de la loi de finances pour 2018). En 2022, cette compensation progresse de **+0,83 M€** (5,82 M€ en 2022 pour 4,99 M€ en 2021) et la perception sans minoration de **la compensation de CFE au titre de l'abattement de 50 % des locaux industriels** (+1,24 M€).

## Allocations compensatrices versées par l'État



## Le Versement Transport (VT)

Sur la base du taux de 2 % qui s'applique depuis 2011 sur le territoire de la métropole, le produit du VT s'élève en 2022 à 216,82 M€ et la compensation versée par l'État pour relèvement du seuil d'assujettissement de 9 à 11 salariés à 0,99 M€, **soit un produit total de 217,81 M€**, en hausse de 7,46 % par rapport à 2021.

**Versement Transport 217 814 816 €, en augmentation de +7,46 %**

## La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

En 2022, le produit de la TEOM s'est élevé à **96,66 M€**, contre 104,17 M€ en 2021, soit une **diminution de -7,21 %** (+2,10 % en 2021).

Cette **diminution de -7,51 M€** découle essentiellement de la baisse du taux de TEOM de **8,69 % à 7,55 %** pour les secteurs en fréquence de collecte 2+1 (deux collectes en ordures ménagères résiduelles et une collecte en recyclables par semaine) ce qui a entraîné un moindre produit de **-12,40 M€**

**Recette TEOM: 96 657 002 €, en baisse de -7,21 %**

## Des dotations de l'État en baisse continue

Le produit des dotations versées par l'État en 2022 représente au total **146,56 M€**, dont 142,78 M€ de dotation globale de fonctionnement (DGF) et 3,77 M€ de dotations générales de décentralisation (DGD) « transports scolaires ». **Ces dotations diminuent de -1,51 %** par rapport au total versé en 2021 (148,81 M€).

Hors attributions de compensations de fonctionnement reçues, dans l'ensemble contributions directes/ dotation globale de fonctionnement, la part de la dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue, passant de 37,52 % en 2015 à 29,09 % en 2022, ce qui traduit tout à la fois une moindre dépendance de la Métropole vis-à-vis des dotations de l'État et la baisse du soutien de l'État malgré le dynamisme de sa population (+55 469 habitants DGF sur la période 2017-2022).

**La baisse de la DGF s'élève à -1,99 M€**, elle se décompose essentiellement en :

- **Une progression** nette de la **dotation d'intercommunalité de +0,50 M€** du fait essentiellement de la dynamique de population (+14 195 habitants DGF).
- **Une minoration** de la **dotation de compensation de -2,49 M€**. Comme les années précédentes, cette minoration finance la péréquation horizontale, en abondant principalement les dotations de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale.

## Augmentation des recettes du réseau TBM

Au budget annexe Transports, les **recettes de transport de voyageurs<sup>5</sup> (réseau TBM)** exécutées s'établissent à **80,55 M€** (y compris les soldes des rattachements de produits), soit une forte augmentation de +8,21 % par rapport au montant qui avait été exécuté au compte administratif 2021 (74,44 M€). La progression des recettes démontre une réelle reprise d'activités, après la période de crise sanitaire dont les effets ont été perceptibles jusqu'en 2021 et un retour à un niveau de recettes équivalent à celui de 2019 (83,09 M€) si on intègre les effets de la tarification solidaire (de l'ordre de 3 M€ perçu en moins).

Le montant définitif des recettes du réseau TBM sera arrêté à l'issue des opérations de clôture annuelle des comptes 2022 de la délégation de service public de transport de personnes, actuellement en cours d'élaboration. Le bilan 2022 et le taux de couverture qui ressortira de cet arrêté définitif des comptes seront présentés au conseil métropolitain du mois de septembre 2023.

**Recettes du réseau TBM : 80 546 516 €**  
**en progression de 8,1 %**

## Des cessions en forte progression

Parmi les recettes non récurrentes, les cessions d'actifs progressent fortement de +76,65 % avec **30,19 M€** au cours de l'exercice 2022 (17,09 M€ en 2021).

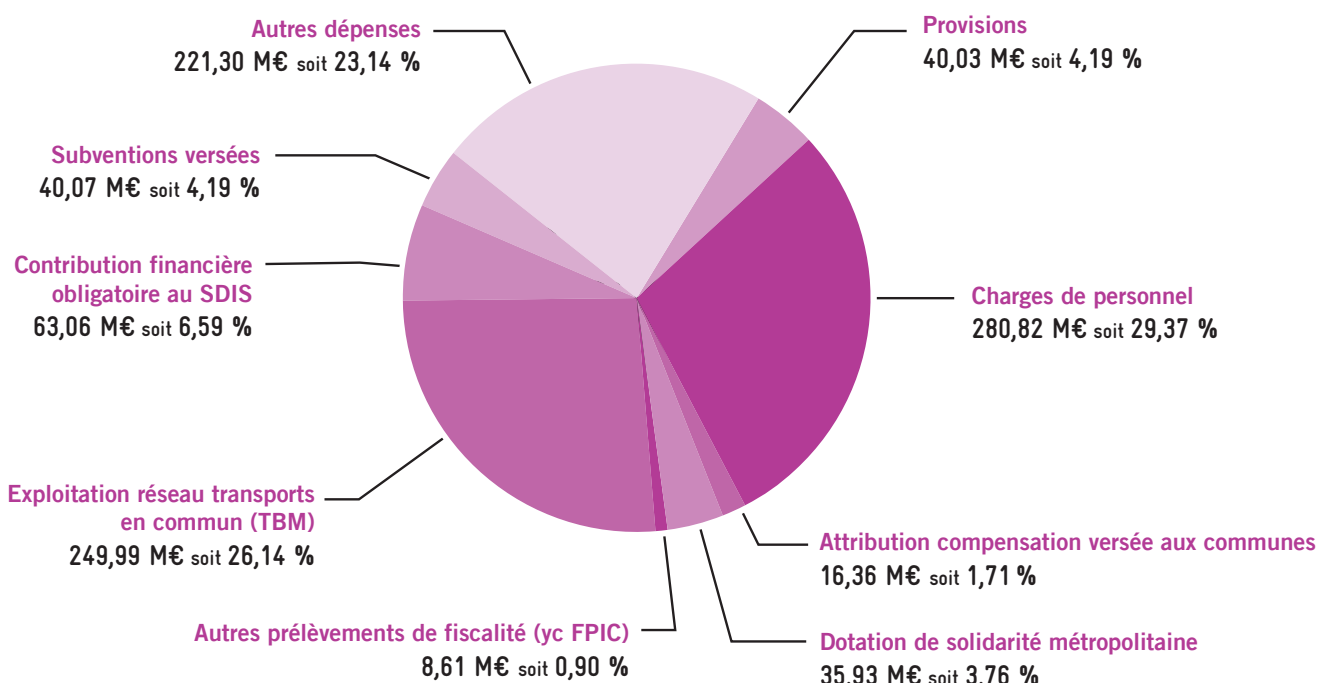
Il s'agit essentiellement de la vente d'un terrain d'un montant de **5,61 M€** sis allée de Boutaut à Bordeaux dans le cadre de l'implantation du futur siège de la CPAM de la Gironde ; la cession à Eiffage Immobilier Sud-Ouest pour **3,76 M€** d'un terrain sis Quai de Brazza à Bordeaux ; la vente à la société Magellan d'un terrain sis avenue Haut-Lévêque à Pessac pour un montant de **3,13 M€** afin de réaliser un programme composé d'environ 70 logements et d'un programme d'activités et de commerces. La comptabilisation d'un montant de **2,3 M€** correspondant à la valeur de divers bâtiments cédés au Département de la Gironde, selon le mécanisme d'échange sans soulte (à l'inverse Bordeaux Métropole réintègre cinq parcelles de terrains sur lesquelles sont implantés divers bâtiments désaffectés de leur usage scolaire – anciennement le collège Cassagnol sis à Bordeaux).

# Des dépenses de fonctionnement en augmentation

Hors frais financiers (17,62 M€) et hors dotations aux provisions (40,03 M€), elles s'élèvent à **916,15 M€** en hausse (+3,26 %) par rapport à l'année précédente (887,23 M€). Avec la fin de la pandémie et une reprise d'activité des services portée par les différentes feuilles de route, un patrimoine croissant à entretenir et les premiers effets de l'inflation, les dépenses de fonctionnement progressent à l'instar notamment des charges d'exploitation du réseau des transports en commun qui s'accroissent de +15 M€, et de façon générale des services urbains (eau et déchets).

Les dépenses de personnel progressent également de 12 M€, sous l'effet principal de la revalorisation des traitements en soutien au pouvoir d'achat. À l'inverse, les subventions versées connaissent un net recul de près de -14 M€ qui s'explique par la fin des aides accordées au titre du Plan de relance métropolitain. Retraité des dépenses liées au vaccinodrome et des subventions du plan de relance de l'activité, la progression des dépenses de fonctionnement est en hausse de +5,9 %.

## Ventilation des dépenses de fonctionnement hors frais financiers (956,17 M€)



## Des charges de personnel en hausse de +4,54 %

Les **charges de personnel** se sont élevées à **280,81 M€** en 2022, + 12,2 M€ par rapport à 2021, soit une progression maîtrisée + **4.54%**. Elles représentent **28,84% des dépenses réelles de fonctionnement** de l'Établissement (28,33 % en 2021).

**L'année 2022 est marquée par de nombreuses évolutions réglementaires notamment en lien avec des mesures de garantie du pouvoir d'achat.**

L'augmentation de +4,54 % des dépenses de personnels est très fortement déterminée par différentes mesures nationales en faveur du maintien du pouvoir d'achat qui ont impacté les dépenses de l'établissement à hauteur de **+6,4 M€** (soit 52 % de la hausse

constatée), avec notamment la **revalorisation des grilles des catégories C à compter de janvier 2022 (2,34 M€ sur 2022)** et l'attribution d'une **prime « inflation »** sur le même mois (316 K€) compensée par une recette corrélative, **le relèvement de la valeur du point d'indice** à hauteur de 3,5 % à compter de juillet (surcoût de **+3,6 M€ pour 2022** et +7,2 M€ en année pleine), **trois revalorisations du SMIC** au cours de l'année 2022 en janvier, mai, août (**340 K€ sur 2022**) et enfin une hausse de la **garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA)** au bénéfice des fonctionnaires qui ne connaissent plus d'avancement car positionné en indice terminal ; qui assure une prime permettant de neutraliser une partie des effets de l'inflation. (**+116 K€ / à 2021**).

**Les effectifs permanents rémunérés** ont progressé de manière plus contenue que les années précédentes avec **+59 ETP** (augmentation de +1,1 %), principalement au sein de la Direction Générale des Territoires ainsi que la mise en œuvre du **sixième cycle de mutualisation** au 1<sup>er</sup> janvier 2022 en intégrant au schéma de mutualisation les effectifs de la **commune de Cenon**.

En dehors de l'évolution du périmètre de compétences, la masse salariale a été impactée notamment par les mesures suivantes :

- L'accroissement du **Glissement vieillesse technicité** (GVT) à hauteur de +0,59 %, qui s'est élevé à 1,64 M€,
- Une hausse significative des **dépenses consacrées aux recrutements de contractuels temporaires**, une fois les dépenses en lien avec les activités du vaccinodrome retraitées, est constatée par rapport à l'exercice précédent (+0,68 M€). Hors ce retraitement l'évolution des dépenses de temporaires apparaît en retrait de **- 0,2 M€**
- Bordeaux Métropole poursuit également son engagement important dans la politique d'insertion (+0,12 M€) notamment en matière d'apprentissage en consacrant plus de 1,32 M€ à ce dispositif. Avec 100 apprentis recrutés au sein des services, les dépenses ont ainsi progressé de + 9 %.

Comme l'année précédente, l'année 2022 est toujours marquée par la crise sanitaire ayant des **impacts forts sur l'absentéisme**, avec un taux d'absentéisme pour raison médicale qui continue de croître de façon importante sur 2022 pour atteindre 9,66 % contre 9,09 % en 2021.

Bordeaux Métropole obtenu en 2019 les labels « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité » délivrés par l'Association française de normalisation (Afnor). Une nouvelle visite d'évaluation a eu lieu en début d'année 2021 confirmant l'action positive des 3 entités en faveur de l'égalité. Le renouvellement de la labellisation doit avoir lieu deuxième semestre 2023.

## Bordeaux Métropole assure son rôle de redistribution

Les **dépenses dites de « redistribution » brutes** de fonctionnement, composées des reversements au titre de l'Attribution de Compensation (**AC**), de la Dotation de solidarité métropolitaine (**DSM**), s'élèvent à **52,29 M€** (contre 52,39 M€ en 2021), dont **16,36 M€ au titre des AC** en fonctionnement et **35,93 M€ de DSM** versées aux communes par Bordeaux Métropole.

En y intégrant également la **part métropolitaine du FPIC (8,36 M€)**, les **dépenses brutes totales de redistribution s'élèvent à 60,65 M€** (pour 61,06 M€ en 2021, 60,71 M€ en 2020, 59,77 M€ en 2019, 58,65 M€ en 2018, 58,44 M€ en 2017, 63,90 M€ en 2016 et 93,31 M€ en 2015).

Elles représentent **6,34 % des dépenses hors frais financiers** (contre 6,55 % en 2021).

Concernant les AC, **les mécanismes financiers mis en place dans le cadre de métropolisation ont conduit la majorité des communes à verser une AC à la Métropole à compter de 2016, alors qu'elles en recevaient une jusqu'en 2015**. En 2022, Bordeaux Métropole a reçu de 19 communes une AC en fonctionnement de 104,97 M€, et inversement, a payé 16,36 M€ d'AC aux 9 autres communes, soit une recette nette d'AC en fonctionnement de 88,61 M€ reçue par notre Établissement.

En déduisant des dépenses brutes de redistributions totales versées (60,65 M€) les AC de fonctionnement reçues des communes (104,97 M€), **Bordeaux Métropole a reçu en 2022 un montant net qui s'élève en définitive à +44,32 M€**.

S'agissant de la **DSM (36 M€)**, elle diminue de **-1,88 % par rapport à l'année précédente**, et représente l'équivalent de **42,88 €/hab versés en 2022**.

Une métropole solidaire de ses communes : **42,88€/hab** reversés par Bordeaux Métropole en 2022 aux communes membres au titre de la Dotation de solidarité métropolitaine (DSM)

Concernant le **FPIC**, le prélèvement opéré sur l'ensemble intercommunal (28 communes + Bordeaux Métropole) s'est élevé à **-13,85 M€** (-14,50 M€ en 2021), dont **-8,36 M€ mis à la charge de Bordeaux Métropole** (-8,67 M€ en 2020) et **-5,49 M€** à celle des communes membres (-5,82 M€ en 2021).

Par ailleurs, le droit commun exonère de contribution les communes les plus fragiles. En 2022, cette exonération est totale pour toutes les communes en dotation de solidarité urbaine cible (DSU cible) et les 2 500 premières communes à la dotation de solidarité rurale cible (DSR cible).

Bordeaux Métropole a ainsi pris en charge intégralement les contributions au FPIC des communes de Cenon (-0,18 M€), Floirac (-0,11 M€) et Lormont (-0,16 M€) du fait de leur éligibilité à la DSU cible, soit un montant total de **-0,45 M€** intégré dans ce prélèvement de **-8,36 M€**.

Une métropole solidaire contribuant à la péréquation nationale en faveur des territoires disposant de moins de ressources : **8,36 M€** reversés

## Des dépenses du réseau TBM en hausse

Au titre de la gestion du **réseau des transports en commun TBM**, les mouvements relatifs à la **contribution forfaitaire d'exploitation (CFE et CET)** versée au délégataire KBM, comptabilisés sur l'exercice 2022 s'établissent à **249,99 M€**, et forme le 2e poste de dépenses de fonctionnement après les dépenses de personnel. En première lecture, l'impact comptable de l'exploitation du réseau est en hausse de **+6,42 %** par rapport au montant exécuté en 2021 de 234,90 M€.

**Le montant définitif des dépenses versées** au délégataire KBM **sera arrêté** à l'issue des opérations de **clôture annuelle des comptes 2022** de la délégation de service public de transport de personnes, actuellement en cours d'élaboration. Le bilan 2022 et le taux de couverture qui ressortira de cet arrêté définitif des comptes seront présentés au conseil métropolitain du mois de septembre 2023.

## Une contribution obligatoire au budget du SDIS encadrée par la loi

Concernant la défense contre l'incendie, la **contribution obligatoire au SDIS** (service départemental d'incendie et de secours de la Gironde) s'est élevée à **63,06 M€**. Elle augmente de **+1,50 %** par rapport à 2021 (62,12 M€).

## Des dispositifs de soutien aux acteurs économiques qui diminuent suite à l'arrêt des aides exceptionnelles versées aux organismes durant la crise sanitaire

Le montant des **subventions versées aux organismes publics et aux associations** a diminué (**-26 %**) à hauteur de **40,07 M€** par rapport aux versements de 2021 (53,95 M€). Cette baisse s'explique notamment par la fin du plan de relance mis en œuvre en 2020 et 2021 pour soutenir les acteurs économiques et faire face à la crise sanitaire, avec une diminution des aides versées aux entreprises de **-20,42 M€** en 2022.

En 2022, Bordeaux Métropole a réceptionné **622 demandes de subventions** pour une aide au fonctionnement ou à l'organisation de manifestations et actions spécifiques, soit une augmentation de **4 %** par rapport à 2021 (597 demandes).

**En 2022, les subventions aux organismes de droit privé associations, entreprises et particuliers (22,76 M€) représentent 57 % des subventions de fonctionnement mandatées sur l'exercice.** Le montant des subventions versées aux associations en 2022 s'élève à 20,80 M€, que ce soit au titre d'acomptes de subventions attribuées en 2022 ou de soldes de subventions versées antérieurement. Elles sont en augmentation de **9 %** par rapport à 2021 (19 M€ en 2021).

Les subventions aux entreprises sont en forte baisse suite à la fin du plan de relance initié en 2020 et 2021 (au global **1,96 M€** en 2022 contre **22,39 M€** en 2021).

## Les dépenses courantes de fonctionnement en hausse

Tous budgets confondus, les **dépenses courantes de fonctionnement** (énergie, fournitures, prestations de services, locations, entretien, maintenance, honoraires, gardiennage...), s'élèvent à **160,07 M€**. Elles sont en hausse de **+9,16 %** par rapport à 2021 (146,63 M€).

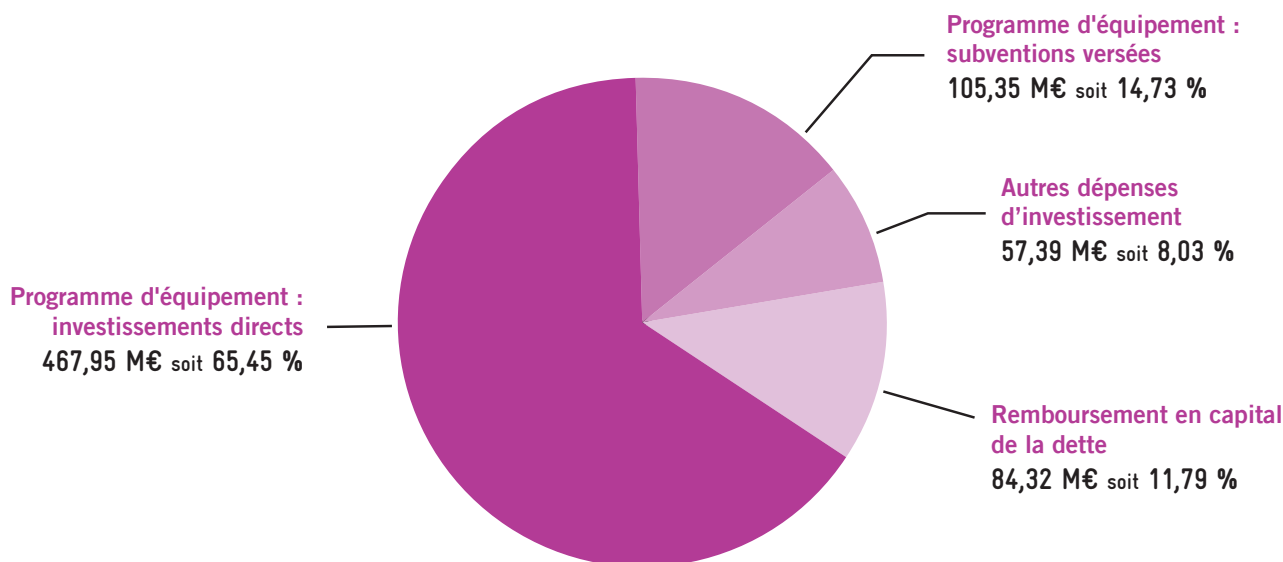
Parmi ces dépenses, figurent, **26,25 M€ de dépenses d'énergie, de fluide et de fournitures, 40,27 M€ de prestations d'entretien et de réparation, 8,38 M€ de remboursement de frais** dont 6,8 M€ remboursés aux communes dans le cadre des conventions de délégation de service pour l'exercice des missions propreté, plantations et mobilier urbain, **12,13 M€ de locations et charges locatives et 14,90 M€ de prestations de services.**



# Les dépenses réelles d'investissement poursuivent leur progression, sous l'effet du programme d'équipement

En 2022, le montant total des dépenses d'investissement continue sa progression avec **714,99 M€**, soit une augmentation de **+12,36 %** par rapport à l'année dernière.

## Ventilation des dépenses d'investissement (714,99 M€) :



Hors remboursement de la part en capital de la dette (84,32 M€ en 2022 contre 81,54 M€ en 2021), les **dépenses d'investissement** représentent **630,67 M€**, en progression de **+13,67 %** (après +16,84 % l'année précédente), provenant d'une nouvelle dynamique du programme d'équipement<sup>6</sup> (+8,39 %) porté avant tout par les subventions d'équipement versées, en progression à elles seules de +41,18 %. S'ajoutent les dépenses d'immobilisations financières dont le volume passe de 6,78 M€ en 2021 à 33,01 M€ au cours de 2022 (+26,23 M€).

Les dépenses réelles d'équipement, y compris les subventions d'équipement et fonds de concours, s'élèvent à 573,29 M€ (528,94 M€ en 2021), ce qui représente une hausse en volume de 45,35 M€, (soit +8,39 %).

Avec la fin de la crise sanitaire, et une nette reprise des investissements durant l'année 2021 qui a permis le rattrapage de calendrier des travaux, l'année 2022 a continué dans cette trajectoire avec un accroissement des dépenses d'équipement propres et des subventions versées.

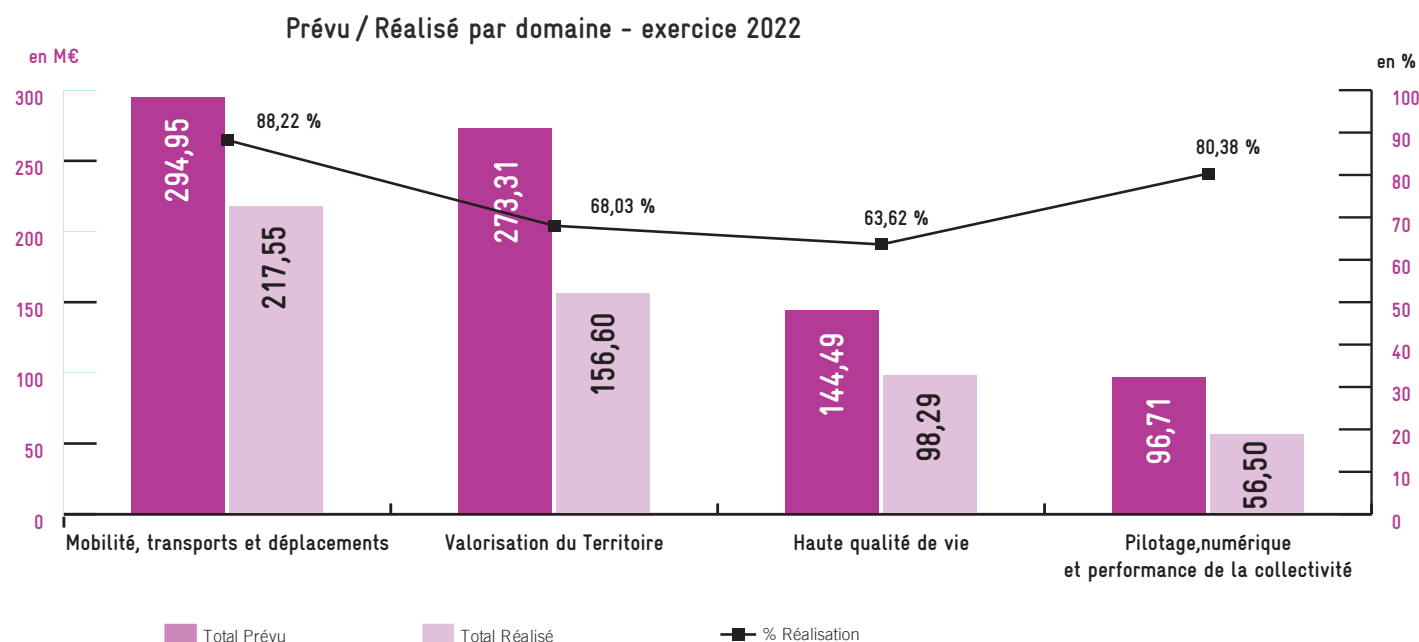
## La réalisation des crédits votés

Le **pourcentage des crédits mandatés** ressort à **76,59 %** en 2022, en nette augmentation de **+11,25 points** par rapport à 2021 qui était de 65,34 % avec un taux proche quelle que soit la nature des investissements.

Ainsi le **taux de réalisation des investissements directs** progresse à **77,67 %**, soit **+10,52 points**, tout comme le **taux de réalisation des investissements indirects** qui se relève avec +15,97 points (**72,13 % en 2022** contre 56,16 % en 2021). Même si notre Établissement a peu de maîtrise sur les appels de fonds de ces participations, il n'en demeure pas moins que leur évolution vient impacter le taux de réalisation 2022.

<sup>6</sup> Les dépenses d'équipement regroupent les chapitres 20,21, 204 et 23.

**Au cours de l'exercice 2022, tous budgets confondus**, le taux de réalisation de **76,59%**, se répartit par grande politique de Bordeaux Métropole de la manière suivante :



- Dépenses d'équipement en 2022 : **573 291 244 €**
- **3,12 Md€** de dépenses d'équipement mandatées depuis 2017

## Le programme d'équipement par grande politique

En millions d'euros	Montants réalisés 2022	Part du réalisé dans le total 2022 en %
Haute qualité de vie	64,07	11,18 %
Pilotage, numérique et performance de la collectivité	62,64	10,93 %
Mobilité, transports et déplacements	257,24	44,86 %
Valorisation du Territoire	189,34	33,03 %
<b>TOTAL</b>	<b>573,29</b>	<b>100,00 %</b>

Durant l'exercice 2022, près de 77 % (71 % l'année précédente) des dépenses du programme d'équipement, investissements directs et indirects confondus, se sont concentrées sur 2 domaines d'activité, à savoir :

- La politique **Mobilité, transports et déplacements** avec plus de **44 % des dépenses d'équipement 2022** (257,24 M€),
- La politique **Valorisation du territoire**, cumulant quasiment **33 % des dépenses d'équipement** (189,34 M€).



## Mobilité, transports et déplacements (257,24 M€)

Les **transports en commun** concentrent près de 50,04 % des investissements 2022 du domaine, soit **128,74 M€** (86,53 M€ en 2021), avec principalement :

- **43,22 M€** pour la poursuite du projet d'extension de la ligne A du tramway vers **la zone aéroportuaire**
- **26,6 M€** pour les travaux de **Bus Express entre Saint Aubin de Médoc et la gare de Bordeaux**
- **14,66 M€** pour **l'acquisition d'autobus** afin notamment de renouveler la flotte de bus diesel par des bus roulant au gaz naturel (aujourd'hui tous roulants aubioGNV)
- les travaux de **restructuration du dépôt de bus Lescure** se poursuivent et ont mobilisé une enveloppe de **11,12 M€**
- **5,24 M€** pour solder le paiement du **matériel roulant tramway phase 3**
- **3,6 M€** pour l'amélioration des **systèmes de billettique**
- **3,36 M€** de dépenses affectées à l'amélioration de **la vitesse commerciale du réseau de bus**

Le domaine **itinéraires et voies** globalise **126,09 M€** d'investissements, ce qui représente presque 49,02 % des investissements 2022 du domaine, parmi lesquels :

- Les dépenses de **voirie de proximité** représentent l'équivalent de **47 M€** en hausse de 14,6 % par rapport à 2021 (41M€). Les réalisations **du FIC (fonds de proximité voirie)** atteignent **36,45 M€** contre 30 M€ en 2021 et les dépenses **d'aménagements de pistes cyclables** (non intégrés aux aménagements de voirie globaux) s'établissent à **4,82 M€** (après 5 M€ en 2021),
- **26,22 M€** de dépenses pour la **construction du Pont Simone-Veil**, pour financer la poursuite des travaux de construction de l'ouvrage
- **12,45 M€** de contribution aux travaux d'**amélioration de la rocade**, conformément au partenariat signé avec l'État, avec la poursuite de la mise à 2x3 voies (travaux entre les échangeurs n°7 et 5)
- **2,94 M€** pour les opérations de modernisation des armoires de contrôle, de mise en conformité et la politique de suppression (30 carrefours concernés en 2022) des **carrefours à feux**.

Les **déplacements et stationnement** ont donné lieu à **2,41 M€** de dépenses, dont principalement :

- **2,2 M€** de dépenses consacrées à la politique **Vélo** comme un moyen alternatif de déplacement

## Valorisation du territoire (189,34 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées au sein de la politique **Valorisation du territoire** ont été principalement destinées à **l'habitat, le logement et le renouvellement urbain** avec 31,71 % (25,26 % l'année dernière) et **l'aménagement urbain et patrimonial** avec 25,92 % des dépenses totales de la politique Valorisation du territoire (contre 48,95 % en 2021), suivi par le **rayonnement métropolitain** comptabilisant 13,02 % des dépenses (4,85 % en 2021), la **croissance des entreprises et du territoire** avec 10,76 %, mais aussi la **politique foncière** avec 5,75 %.

**L'habitat, le logement et le renouvellement urbain** concentrent **60,01 M€** de dépenses, dont :

- **28,20 M€** de dépenses réalisées dans le cadre de la politique de la ville (16,56 M€ en 2021), dont 1 M€ versé aux partenaires des contrats de ville et 27,2 M€ pour favoriser le renouvellement urbain avec notamment : 9,71 M€ d'action d'accompagnement pour Floirac Dravemont ; 5,79 M€ pour le quartier de Joliot Curie à Cenon/Bordeaux/Floirac ; 4,23 M€ pour le quartier de Prévert le Moura à Bassens ; 3,31 M€ pour la rénovation de Bordeaux les Aubiers ; 2,35 M€ pour la démolition/réhabilitation/renouvellement de l'offre dans le Périmètre du renouvellement urbain (PRU)
- **12,83 M€** d'aides pour assurer l'équilibre des opérations (dont le CAU Trégey EDA à Bordeaux – les Berges de Lissandre à Lormont – la Résidence Ardillos à Mérignac – avenue Mirieu de Labarre à Villenave d'Ornon – Terre Sud îlot 6.5 à Bègles – îlot Lucien Faure à Bordeaux – Chambéry à Villenave d'Ornon – Les Jardins de Margaux à Blanquefort – Résidence Chromatik à Talence – Les Acacias à Bordeaux – La Landette à Gradignan – 56 rue Liveau à Mérignac – Les 4 Journaux à Artigues – 16 rue de Ségur à Parempuyre – 40 allée du Brion à Bruges – îlot Montesquieu à Ambès...)
- **8,16 M€** de **crédits délégués de l'État** pour des interventions sur les logements du parc public, avec parmi les plus importants, Résidence sociale Alfred Daney à Bordeaux – Résidence sociale à Eysines, Résidence Bassins à Flot P2 à Bordeaux Foyer de jeunes travailleurs à Bordeaux – Résidence Bel Air à Bègles – rue Françoise Dolto à Villenave d'Ornon – Résidence Camille Pelletan à Cenon – 6 rue Bel Air à Parempuyre – Résidence Dehez à Blanquefort, etc
- **5,66 M€** de dépenses pour des interventions sur le parc privé dont 1,30 M€ pour la concession d'aménagement, 0,78 M€ pour les copropriétés en difficultés, 0,68 M€ de crédits délégués à l'ANAH, 0,56 M€ pour le PIG, 0,05 M€ pour le SLIME, 0,27 M€ pour l'OPAH RU de Bordeaux, etc.
- **2,04 M€** de **subvention pour les réhabilitations** d'Aquitanis et **0,83 M€** d'aide pour la **production de logements sociaux par Aquitanis**

**L'aménagement urbain et patrimonial** comptabilise **49,08 M€** de dépenses réalisées en 2022, avec notamment :

- **8,40 M€** de participation à l'équilibre et à la réalisation d'ouvrages (équipements publics), selon le traité de concession d'aménagement avec la SPL La Fab, destinés à l'opération « **Mérignac-Soleil** »,

- **7,64 M€** de dépenses d'acquisitions de fonciers, d'études, d'aménagements d'espaces publics y compris du groupe scolaire 1 (pour 2,11 M€) sur le **secteur Brazza**
- **6,60 M€** versés selon le protocole cadre portant sur la réalisation de la ZAC **Garonne-Eiffel**
- **4,98 M€** de dépenses concernant la construction du **Groupe scolaire Billie Holiday** (ZAC Bastide Niel)
- **2,8 M€** de travaux concernant le **PAE Bassins à flots** et **1,06 M€** pour les groupes scolaires Sempé et Modeste Testas liés à cette opération,
- **2,46 M€** de participation générale au projet **Euratlantique**
- **2,30 M€** de dépenses consacrées au dispositif de **soutien aux groupes scolaires communaux**
- **2,21 M€** de frais d'études concernant la mise en œuvre opérationnelle du **programme Habiter, s'épanouir** et du **programme Entreprendre, travailler**, versés à la SPL La Fab

Le rayonnement métropolitain concentre **24,65 M€** de dépenses, dont :

- **9,8 M€** de dépenses pour la **construction de Stade nautique métropolitain** à Mérignac dont le solde (4 M€) n'a pu être payé qu'en 2023 en raison du décalage de la date d'ouverture au public suite au recours déposé par les riverains
- **9,40 M€** de dépenses liées à la **restructuration du stade Pierre Paul Bernard** à Talence
- **1 M€** de soutien aux **équipements nautiques communaux** (Piscine intercommunale de Blanquefort)
- **1,70 M€** de redevances **Statut Matmut** conformément au contrat de partenariat avec Société Bordeaux Atlantique

La **croissance des entreprises et du territoire** avec **20,38 M€** et notamment :

- **4,60 M€** pour l'acquisition du site SAS Lafon à Bassens dans le but d'en faire le site majeur de l'aide à la création et à l'innovation sur la rive droite dans le cadre de **l'OIM Arc Rive Droite**.
- **1,92 M€** dans le cadre de la mise en œuvre du volet territorial du CPER État/Région 2015-2020. Cette convention particulière est dédiée au soutien au développement des activités industrielles navales du Grand Port Maritime de Bordeaux
- Les dépenses liées à **l'OIM Bordeaux InnoCampus** dont **0,18 M€ d'études** (poursuite schéma de déplacements tous modes, plan-guide Saige-Montaigne-Compostelle, accompagnement des porteurs de projet extra-rocade, mise au point des plans de gestion des compensations environnementales extra-rocade), **1,2 M€** d'acquisitions foncières (emprises stratégiques pour la réalisation d'équipements publics – Avenue de Magellan à Pessac) , **0,3 M€** pour la poursuite de travaux d'aménagement

La **Politique Foncière**, avec **10,89 M€** de dépenses, avec principalement :

- **6,48 M€** d'acquisitions pour des réserves foncières,

- **2,34 M€ d'acquisitions immobilières pré-opérationnelles** comprenant notamment le paiement du solde de l'acquisition du Groupe scolaire Marie de Gournay (ZAC Garonne Eiffel), soit 2,14 M€ auprès de l'Établissement Public d'Aménagement Bordeaux Euratlantique (EPABE).

**L'Enseignement supérieur, recherche et innovation**

a mobilisé **9,59 M€** de dépenses dont **2,1 M€** pour l'extension de la bibliothèque universitaire de Droit, **1,9 M€** pour l'opération campus, espaces publics Montaigne Montesquieu et **1,45 M€** pour la plaine des sports rocquencourt à Pessac, **0,9 M€** pour l'école d'ingénieurs YNCREA, 0,4 M€ pour l'IUT de Gradignan ou encore **0,6 M€** pour les travaux de l'ENSEGID dans le cadre du CPER, dépenses d'investissement qui visent à rénover et redynamiser les sites universitaires.

Des dépenses pour la nature d'un montant de **7,19 M€** consacrées notamment à l'Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain de Brazzaligne sur les communes de Bordeaux-Cenon-Lormont pour 2,41 M€, au projet « Un million d'arbres » avec 1,94 M€.

Au sein des autres secteurs, il convient de souligner :

Des dépenses concernant **l'attractivité du territoire** à hauteur de **1,8 M€** consacrés aux pontons et réseaux, dont 1,20 M€ au raccordement électrique du ponton Ariane. Mais aussi, des études techniques, des travaux, l'entretien et l'électrification des pontons pour laquelle plus de 0,50 M€ ont été mandatés en 2022 dans le cadre de la poursuite des projets inscrits au Codev 2021-2023. Par ailleurs **0,79 M€** ont été consacré à des travaux de restauration de l'office de tourisme.

Il est à noter par ailleurs **4,9 M€** de dépenses en **Grandes Infrastructures** via le financement apporté à la SNCF pour financer des études, des travaux préparatoires et les premières acquisitions foncières du **projet d'Aménagement Ferroviaire Sud Bordeaux (AFSB)**.

## Haute qualité de vie (64,07 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées au sein de la politique **Haute qualité de vie** se sont réparties entre le domaine de **l'eau et assainissement** (55,13 % des dépenses), la collecte et traitement des **déchets ménagers** (19,03 %), l'énergie et climat (9,04 %), la **prévention des risques** (7,71 %), la **gestion des parcs et du patrimoine arboré** (5,59 %) et les **activités funéraires** (3,50 %).

Parmi les **35,33 M€** de dépenses d'**eau et assainissement** réalisées en 2022 :

- **17,07 M€** pour les **ouvrages d'eaux usées**, dont 12,03 M€ pour la poursuite de l'opération de raccordement des effluents de la station de Cantinolle sur la station de Lille et 2,86 M€ pour le projet de valorisation du biogaz produit par la station d'épuration de Clos de Hilde
- Un montant de **7,35 M€** a été consacré aux **déviations de réseaux préalables aux projets de transports publics**, dont 1,88 M€ de réseaux eaux pluviales et 5,65 M€ de réseaux d'eau potable pour le bus à haut niveau de service vers Saint-Aubin de Médoc
- Un montant de **5,66 M€** a été dépensé pour le **renouvellement des réseaux d'assainissement** dont principalement à Bordeaux pour 3,43 M€ consacrés aux travaux essentiellement avenue Léon Blum, et dans une moindre mesure Tombe-l'Oly ; à Bègles 0,59 M€ de travaux sont intervenus avenue maréchal Leclerc et pour Bergonié ; à Talence 0,27 M€ pour des travaux rues Robespierre et Arnoz. Des opérations de moindre envergure ont été réalisées à Villenave-d'Ornon ou à Ambarès-et-Lagrave

Sur les **12,19 M€** de dépenses liées à la collecte et traitement des **déchets ménagers** :

- **4,95 M€** de dépenses relatives à l'acquisition de matériel (roulant, bacs, bornes enterrées, bennes amovibles, autres...) dont 3,30 M€ pour la collecte des déchets en porte à porte et 1,65 M€ en apport volontaire ; leur montant a diminué par rapport à 2021, avec des délais de livraison toujours important ce qui reporte d'autant leur réception et leur paiement
- **4,07 M€** de dépenses relatives au financement des travaux sur les usines et le centre de tri de Bègles

Avec **5,79 M€** de dépenses liées à **l'énergie et climat**, ont été financés :

- **3,26 M€** d'études et d'acquisitions de foncier dans le cadre de la réalisation du **réseau de chaleur Grand Parc**
- **1,14 M€** de dépenses liées au **Plan Climat Logements**, avec 0,56 M€ pour les logements individuels et 0,59 M€ pour les logements en copropriétés

Les **4,94 M€** de dépenses liées à la **prévention des risques**, ont été consacrée essentiellement à :

- **2,26 M€** de **participation**, au titre de participation au financement de la construction du **centre d'incendie et de secours de Bordeaux-Rive droite**
- **0,63 M€** consacrés à la création ou au **renouvellement des hydrants** (bornes incendies)

- **0,53 M€** pour la **restauration des ouvrages fluviaux de voirie** (presqu'île d'Ambès, Bègles)

Concernant la **gestion des parcs et du patrimoine arboré**, **3,58 M€** ont été dépensés dont :

- **2,21 M€** de dépenses pour **l'acquisition de matériels, de matériels roulants et d'équipements** pour les espaces verts

Au sein des autres secteurs, il est à noter **0,74 M€** de **travaux d'aménagements du parc cimetière rive gauche**, ainsi que **0,65 M€** pour le **parc cimetière rive droite**.

## Pilotage, numérique et performance de la collectivité (62,64 M€)

Ce sont **45,76 M€** consacrés au développement du **numérique et de l'e-administration**, contre 44,66 M€ en 2021.

Les principales dépenses sont : 10,40 M€ pour les équipements ou renouvellements des postes de travail utilisateurs et leur licence, 8,83 M€ dans le cadre des services à la population et de proximité, 4,62 M€ dans le cadre de l'E-administration, 1,95 M€ affectés au développement urbains et à la qualité de vie.

Près de **16,88 M€** de dépenses liées à la **Performance de la collectivité** (dont 2,25 M€ de travaux dans les bâtiments administratifs, 3,96 M€ en aménagements, réparations et réhabilitation des groupes scolaires, 3,04 M€ en renouvellement de véhicules).

## Augmentation des autres dépenses d'investissements

Elles passent de 25,89 M€ en 2021 à **57,39 M€** au cours de l'année 2022 (+121,62 %).

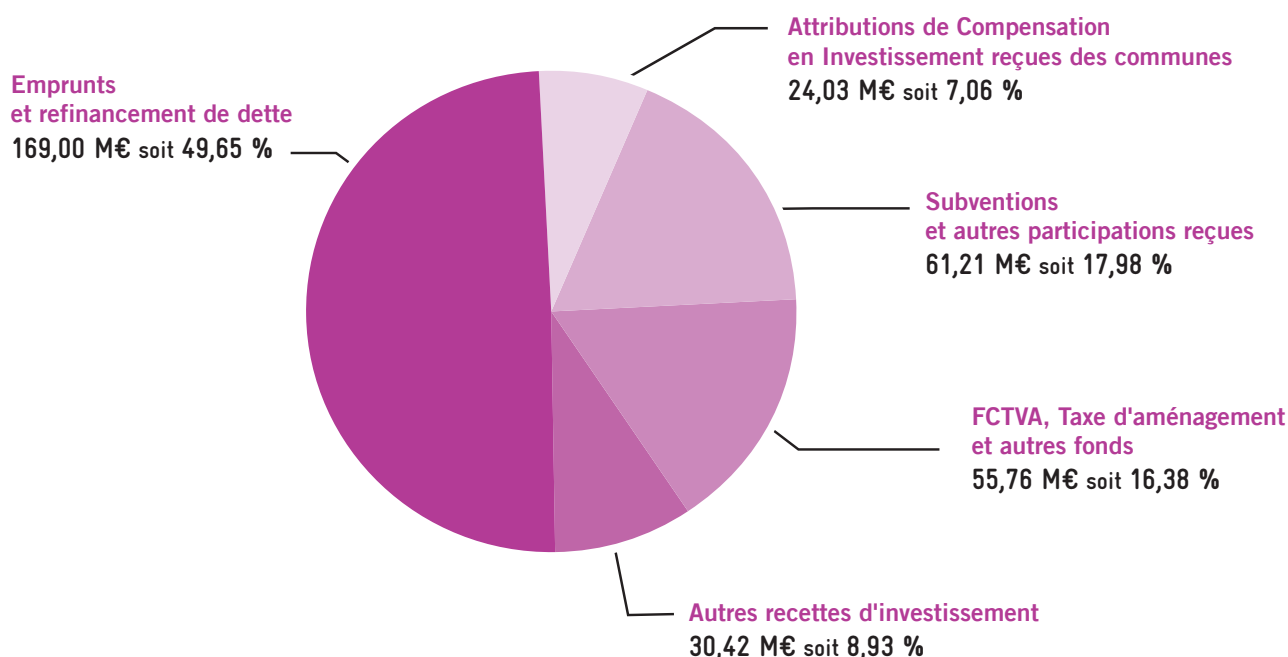
Sont comptabilisés entre autres :

- **14,42 M€** de **versements de taxe d'aménagement et de taxe locale d'équipement aux communes**
- **26,61 M€ d'immobilisations financières (5,51 M€ en 2021)** dont 13 M€ à la SEM InCité pour une avance remboursable destinée à financer les besoins en trésorerie de requalification historique de Bordeaux (concessions d'aménagement 2022-2025) et une avance remboursable complémentaire de 6 M€ afin de faire face aux contraintes financières liées au domaine foncier et finaliser la concession d'aménagement pour la requalification du centre historique de Bordeaux 2014-2022
- **8,90 M€** de dépenses effectuées pour le **compte de tiers**
- Des **créances rattachées à des participations**, soit **6,25 M€** (1,21 M€ en 2021) avec principalement une souscription à l'augmentation de capital en deux phases de la SEML Route des Lasers pour un montant total de 5,27 M€

# Hausse des recettes réelles d'investissement, dont une mobilisation d'emprunts en progression

Y compris le résultat d'exploitation affecté en réserves fin 2021 (134,37 M€), les recettes d'investissement s'élèvent au total à **474,77 M€**, en augmentation de +12,13 %. Elles comprennent la mobilisation de 169 M€ d'emprunts (contre 130 M€ l'année précédente)

## Ventilation des recettes d'investissement (hors résultat d'exploitation affecté en réserve) :



Hors résultat d'exploitation affecté en réserves (134,37 M€) et hors emprunts mobilisés (169 M€), les recettes réelles de l'année 2022 atteignent **171,40 M€** (+11,75 % par rapport à 2021) comprenant :

- **33,38 M€** de FCTVA versé par l'État au titre des investissements 2020
- **22,37 M€** au titre des taxes locales d'équipement et d'aménagement, soit une diminution de -15,62 % (-4,14 M€) par rapport à 2021, dont 3,83 M€ de taxe d'aménagement en secteur à taux majoré
- **24,03 M€** d'Attributions de compensation en investissement (ACI) reçues des communes
- **13 M€** remboursé par la SEM InCité concernant l'avance remboursable destinée aux besoins en trésorerie de l'opération de **requalification du centre historique de Bordeaux (concession d'aménagement 2014-2022)**

- **9 M€** de participation de la ville de Bordeaux au titre de la réalisation des groupes scolaires dans les opérations d'aménagement
- **4,5 M€** de crédits délégués par l'État pour des actions d'amélioration des logements
- **4,50 M€** de subventions perçues de l'État pour les travaux de desserte de l'aéroport de Mérignac ;
- **5,73 M€** de recettes d'amendes de police en hausse de +37,08 % par rapport au produit 2021 (4,18 M€), conséquence de la fin de la crise sanitaire et du confinement. Pour mémoire, ce produit doit être affecté au financement des opérations d'amélioration des transports en commun et de la circulation routière.

# Une gestion active et maîtrisée de la dette

L'**encours de dette** s'élève au total à **1 205,83 M€ au 31 décembre 2022**, contre 1 121,15 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2021, soit une augmentation de +7,55 % qui s'explique par la mobilisation de 169 M€ d'emprunts nouveaux en 2022, dont 80 M€ mobilisés pour financer le développement des transports en commun.

La **dette métropolitaine** présente un **profil très sécurisé** avec 97,35 % de son encours classé sans risque en catégorie 1-A (contre 97,01 % en 2021) et 2,65 % classés 2-B, **elle ne comporte par conséquent aucun risque selon la typologie « Gissler »**. La Banque Postale accentue sa présence sur le marché des collectivités locales. Elle présente chaque année les conditions financières les plus attractives. Pour les mêmes raisons, l'Agence France Locale, la banque des collectivités à laquelle adhère la Métropole, prend une part de plus en plus conséquente dans l'encours de la dette.

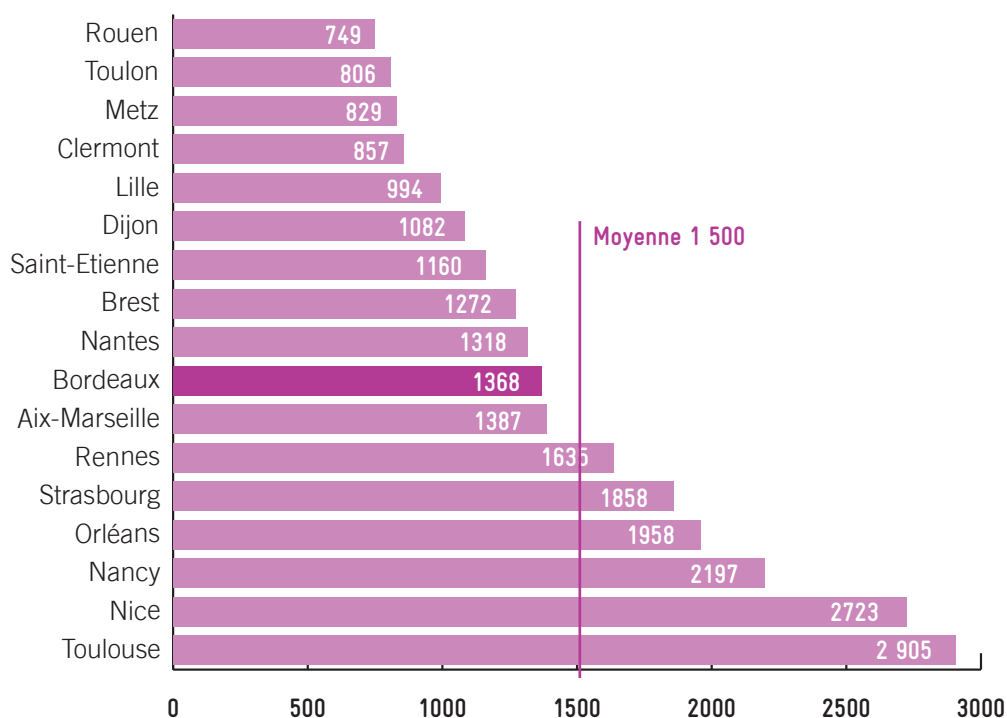
Par ailleurs, ces dernières années, la Métropole a également privilégié le financement de ses projets par les institutions financières nationales et européennes (la Banque Européenne d'Investissement notamment) sur des programmes dédiés et en particulier sur la thématique des transports.

L'**annuité consolidée** de la dette s'élève à **101,04 M€** contre 97,99 M€ en 2021. Elle est constituée de 84,32 M€ d'amortissement de capital (81,53 M€ en 2021) et 16,72 M€ de charges financières (16,46 M€ en 2021).

La **dette par habitant** passe de 1 382 € à **1 463 € en 2022**.

À titre de comparaison, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, en ne prenant en compte que la dette du budget principal et du budget annexe des transports de chaque métropole, **notre Établissement affichait une dette par habitant assez faible** (1 368€), la moyenne pour l'ensemble des métropoles étant de 1 476 € à la même période.

**La dette des métropoles par habitant (en €)**  
Dernières données connues au 1<sup>er</sup> janvier 2022



Enfin, l'indicateur de **capacité de désendettement traduit** une augmentation régulière de l'encours de dette pour s'établir en fin de l'exercice 2022 avec **4,36 années** contre 3,63 années en 2021.

La capacité de désendettement s'établit à **4,36 années** au 31 décembre 2022 pour **3,63 années** en 2021.



# ANNEXES

- Comptes administratifs agrégés de Bordeaux Métropole
- Dépenses d'équipement mandatées de 2015 à 2020
- Données synthétiques de la situation financière

## COMPTES ADMINISTRATIFS AGRÉGÉS DE BORDEAUX MÉTROPOLE

### Synthèse de 2017 à 2022

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes réelles de fonctionnement	1 169 773 100,57	1 205 249 212,51	1 221 898 066,09	1 190 556 239,81	1 274 439 858,58	1 280 387 419,28
Recettes réelles de fonctionnement (hors produits de cessions)	1 115 449 315,41	1 184 846 528,56	1 187 156 162,59	1 176 721 916,73	1 257 347 302,53	1 250 202 293,84
<i>Dont : produits fiscaux (y compris compensations fiscales)</i>	<i>315 855 486,00</i>	<i>329 773 571,00</i>	<i>349 456 978,00</i>	<i>357 004 526,00</i>	<i>246 909 797,00</i>	<i>243 919 665,00</i>
Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale					118 631 473,00	129 996 812,00
Fonds National de Péréquation pertes produit TP Ets France Télécom		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DCRTP + FNGIR	97 872 838,00	97 045 666,00	96 658 642,00	96 433 016,00	96 433 016,00	96 433 016,00
Versement transports	175 668 007,95	182 389 935,33	194 827 152,01	190 688 968,88	201 703 808,76	216 821 319,57
TEOM	93 446 032,00	96 285 259,00	99 362 557,00	102 026 519,00	104 167 416,00	96 657 002,00
Attribution de compensation versée par communes	93 169 428,00	95 108 247,00	96 524 775,00	101 637 574,00	102 557 462,00	104 967 264,00
Pénalité versée par communes art. 55 Loi SRU (logts. Sociaux)	690 274,85	908 665,36	1 203 091,36	995 080,06	894 177,50	1 269 601,91
Produits de cessions	54 323 785,16	20 402 683,95	34 741 903,50	13 834 323,08	17 092 556,05	30 185 125,44
Remboursement par l'État de TVA versée à tort par Bordeaux Métropole		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Soulte versée par le CG33 pour transfert à Bordeaux Métropole voirie départ*		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Dépenses courantes de fonctionnement (hors frais financiers)</b>	<b>818 876 611,87</b>	<b>867 219 481,09</b>	<b>866 379 004,98</b>	<b>934 930 215,95</b>	<b>931 533 007,43</b>	<b>956 173 633,21</b>
<i>Dont : personnel</i>	<i>237 477 035,45</i>	<i>244 752 122,73</i>	<i>253 403 453,79</i>	<i>261 898 719,01</i>	<i>268 633 803,72</i>	<i>280 816 446,93</i>
<i>Prix forfaitaire d'exploit. y.c t.P. Réseau transports</i>	<i>224 600 000,00</i>	<i>230 783 510,05</i>	<i>239 719 953,00</i>	<i>247 909 000,00</i>	<i>234 898 194,09</i>	<i>249 988 792,09</i>
<i>Contribution financière au SDIS</i>	<i>59 370 303,29</i>	<i>60 035 250,69</i>	<i>60 797 698,37</i>	<i>61 405 675,35</i>	<i>62 124 121,75</i>	<i>63 055 983,58</i>
<i>Attribution de compensation versée aux communes</i>	<i>17 255 702,00</i>	<i>16 616 830,00</i>	<i>16 468 855,00</i>	<i>16 416 040,00</i>	<i>16 389 457,00</i>	<i>16 355 233,00</i>
<i>Prélèvement sur T.P. au profit du F.D.P.T.P.</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Fonds de Péréquation Recettes Fiscales Interco® &amp; Communales (FPIC)</i>	<i>7 540 356,00</i>	<i>8 395 985,00</i>	<i>8 722 983,00</i>	<i>8 871 898,00</i>	<i>8 671 803,00</i>	<i>8 356 894,00</i>
<i>Autres restitutions de fiscalité au titre dégrèvements (Tascom,...)</i>	<i>187 189,37</i>	<i>258 934,48</i>	<i>303 256,30</i>	<i>546 162,05</i>	<i>262 015,58</i>	<i>257 719,72</i>
<i>Dotation de Solidarité Métropolitaine</i>	<i>33 643 085,12</i>	<i>33 637 779,65</i>	<i>34 582 317,21</i>	<i>35 425 416,63</i>	<i>35 997 358,54</i>	<i>35 933 876,67</i>
<i>Subvention d'équipement &amp; fonds de concours</i>						
<b>Résultat brut</b>	<b>350 896 488,70</b>	<b>338 029 731,42</b>	<b>355 519 061,11</b>	<b>255 626 023,86</b>	<b>342 906 851,15</b>	<b>324 213 786,07</b>
<b>Résultat brut hors produit de cessions</b>	<b>296 572 703,54</b>	<b>317 627 047,47</b>	<b>320 777 157,61</b>	<b>241 791 700,78</b>	<b>325 814 295,10</b>	<b>294 028 660,63</b>
<b>Intérêts (avec paiement ICNE en N+1 compris) et frais financiers divers</b>	<b>19 115 296,24</b>	<b>17 584 966,25</b>	<b>17 004 077,19</b>	<b>17 150 782,81</b>	<b>16 799 188,81</b>	<b>17 617 550,85</b>
<b>Épargne brute</b>	<b>331 781 192,46</b>	<b>320 444 765,17</b>	<b>338 514 983,92</b>	<b>238 475 241,05</b>	<b>326 107 662,34</b>	<b>306 596 235,22</b>
<b>Épargne brute hors produits de cession</b>	<b>277 457 407,30</b>	<b>300 042 081,22</b>	<b>303 773 080,42</b>	<b>224 640 917,97</b>	<b>309 015 106,29</b>	<b>276 411 109,78</b>
<b>Remboursement dette en capital</b>	<b>59 162 063,59</b>	<b>57 406 254,26</b>	<b>57 962 323,79</b>	<b>74 734 453,25</b>	<b>81 535 306,43</b>	<b>84 317 620,86</b>
<b>Indemnités et remboursements sur autof.</b>	<b>14 597 792,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Annuités d'emprunt (Capital + frais financiers)</b>	<b>92 875 152,15</b>	<b>74 991 220,51</b>	<b>74 966 400,98</b>	<b>91 885 236,06</b>	<b>98 334 495,24</b>	<b>101 935 171,71</b>
<b>Autres remboursement de dettes</b>						
<b>Autofinancement courant</b>	<b>258 021 336,55</b>	<b>263 038 510,91</b>	<b>280 552 660,13</b>	<b>163 740 787,80</b>	<b>244 572 355,91</b>	<b>222 278 614,36</b>
<b>Autofinancement courant hors produit des cessions</b>	<b>203 697 551,39</b>	<b>242 635 826,96</b>	<b>245 810 756,63</b>	<b>149 906 464,72</b>	<b>227 179 799,86</b>	<b>192 093 488,92</b>
<b>Ressources d'investissement</b>	<b>155 584 499,41</b>	<b>257 550 223,21</b>	<b>400 703 378,40</b>	<b>368 412 223,80</b>	<b>283 387 944,50</b>	<b>340 407 943,19</b>
<i>Dont : emprunts &amp; avances</i>	<i>0,00</i>	<i>130 000 000,04</i>	<i>260 000 000,00</i>	<i>210 000 000,00</i>	<i>130 000 000,02</i>	<i>169 000 000,03</i>
<i>Dont : emprunts refinançant indemnités</i>			<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<b>Dépenses réelles investissement (- cpte 16)</b>	<b>545 771 426,38</b>	<b>580 225 308,80</b>	<b>573 677 099,58</b>	<b>474 871 561,27</b>	<b>554 831 220,38</b>	<b>630 676 328,17</b>
<i>Dont : dépense d'équipement (20, 21, 23 &amp; 204 à compter de 2006)</i>	<i>491 619 157,73</i>	<i>558 389 486,75</i>	<i>530 328 641,23</i>	<i>438 236 934,90</i>	<i>438 236 934,90</i>	<i>573 291 244,31</i>
<b>Pour mémoire : dépense d'équipement avec subvention d'équipement en section de fonctionnement</b>	<b>491 619 157,73</b>	<b>558 389 486,75</b>	<b>530 328 641,23</b>	<b>438 236 934,90</b>	<b>438 236 934,90</b>	<b>573 291 244,31</b>
<b>Intégration ONB résultats Syndicats (3 Aires Gens du voyage / SIJALAG &amp; SPIRD)</b>				<b>922 171,15</b>		
<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>-132 165 590,42</b>	<b>-59 636 574,68</b>	<b>107 578 938,95</b>	<b>57 281 450,33</b>	<b>-26 870 919,97</b>	<b>-67 989 770,62</b>
<b>Fonds de roulement initial (corrigé* le cas échéant)</b>	<b>221 864 719,84</b>	<b>89 699 554,42</b>	<b>30 062 554,74</b>	<b>137 641 493,69</b>	<b>195 845 115,17</b>	<b>168 974 195,20</b>
<b>Fonds de roulement final</b>	<b>89 699 129,42</b>	<b>30 062 554,74</b>	<b>137 641 493,69</b>	<b>195 845 115,17</b>	<b>168 974 195,20</b>	<b>100 984 424,58</b>
<b>Ratios</b>						
<b>Épargne brute / prod. de fonctionnement (hors produit des cessions)</b>	<b>24,87 %</b>	<b>25,32 %</b>	<b>25,59 %</b>	<b>19,09 %</b>	<b>24,58 %</b>	<b>22,11 %</b>
<b>Autofinancement courant / prod. Fonct. (Hors produit des cessions)</b>	<b>18,26 %</b>	<b>20,48 %</b>	<b>20,71 %</b>	<b>12,74 %</b>	<b>18,09 %</b>	<b>15,36 %</b>
<b>Annuité emprunt/ produits de fonctionnement (hors produit des cessions)</b>	<b>8,33 %</b>	<b>6,33 %</b>	<b>6,31 %</b>	<b>7,81 %</b>	<b>7,82 %</b>	<b>8,15 %</b>
<b>Emprunts exercice / dépenses équipement</b>	<b>0,00 %</b>	<b>36,79 %</b>	<b>49,03 %</b>	<b>47,92 %</b>	<b>29,66 %</b>	<b>29,48 %</b>
<b>FDR / (charges courantes fct. + Annuité dette) en jours</b>	<b>38</b>	<b>11</b>	<b>53</b>	<b>69</b>	<b>59</b>	<b>34</b>
<b>Autofinancement brut/ recettes de fonctionnement agréées (hors produit des cessions)</b>	<b>24,87 %</b>	<b>25,32 %</b>	<b>25,59 %</b>	<b>19,09 %</b>	<b>24,58 %</b>	<b>22,11 %</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Recettes de fonctionnement agréées hors produit des cessions</b>	<b>55,14 %</b>	<b>58,04 %</b>	<b>74,95 %</b>	<b>87,11 %</b>	<b>89,17 %</b>	<b>96,45 %</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années)</b>	<b>2,22</b>	<b>2,29</b>	<b>2,93</b>	<b>4,56</b>	<b>3,63</b>	<b>4,36</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années) en ne tenant pas compte subv. Equip. &amp; Fds de concours</b>	<b>2,22</b>	<b>2,29</b>	<b>2,93</b>	<b>4,56</b>	<b>3,63</b>	<b>4,36</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute (années) (hors produit des cessions et produits exceptionnels (remb° par l'État TVA versée à tort par Bordeaux Métropole et soulie versée par le CG33 pour transfert voirie départementale)</b>						
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>837 991 908,11</b>	<b>884 804 447,34</b>	<b>883 383 082,17</b>	<b>952 080 998,76</b>	<b>948 332 196,24</b>	<b>973 791 184,06</b>
<b>Produits de fonctionnement (hors produit des cessions)</b>	<b>1 115 449 315,41</b>	<b>1 184 846 528,56</b>	<b>1 187 156 162,59</b>	<b>1 176 721 916,73</b>	<b>1 257 347 302,53</b>	<b>1 250 202 293,84</b>
<b>Encours dette</b>	<b>615 103 914,37</b>	<b>687 725 260,14</b>	<b>889 762 936,27</b>	<b>1 025 028 483,00</b>	<b>1 121 149 102,55</b>	<b>1 205 831 481,73</b>

# DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT MANDATÉES

de 2017 à 2022

DEPENSES DOMAINES D'ACTION	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017 à 2022
<b>Budget Principal TTC</b>							
Cimetières	723 098,80	711 627,98	887 961,14	993 545,83	993 545,83	1 798 074,59	7 322 574,14
Développement économique	8 309 534,94	11 402 743,36	17 758 077,60	7 477 676,93	8 159 356,92	10 920 828,37	64 028 218,12
Enseignement	1 284 828,62	5 064 091,01	2 762 948,28	1 405 519,31	1 428 815,00	3 552 139,19	15 498 341,11
Administration générale - Moyens	41 787 610,21	44 236 695,50	49 313 248,76	44 627 300,02	60 676 517,26	57 044 375,58	297 685 747,33
Urbanisme et Habitat	67 695 542,08	75 230 261,81	82 885 173,66	95 249 222,94	93 736 578,31	76 868 630,16	491 665 408,96
Incendie et secours	1 269 834,76	1 408 444,52	968 872,05	557 603,05	303 261,84	756 226,57	5 264 242,79
Halles et marchés	781 063,44	107 490,84	152 266,95	72 604,50	2 040,00	5 520,00	1 120 985,73
Ordures ménagères (bâtiments compris)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assainissement pluvial	5 131 463,41	5 185 938,60	5 394 010,06	7 304 572,68	9 447 190,03	7 368 022,02	39 831 196,80
Autres transports (transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire, routiers, nationaux)	3 646 706,78	2 788 817,48	2 969 347,30	1 966 056,68	1 110 616,83	4 247 512,36	16 729 057,43
Transports (Aménagements de voirie)	13 286 831,94	4 042 206,80	6 400 015,46	12 519 220,72	6 795 089,53	10 885 919,36	53 929 283,81
Voie	92 940 079,22	117 410 523,08	104 893 471,13	88 619 191,20	105 296 536,09	113 825 297,02	622 985 097,74
Voie (bâtiments)	2 496 867,59	448 780,65	33 397,49	7149,11	492 828,18	0,00	3 479 023,02
Interventions sociales - sports, jeunesse et cultures	1 329 504,85	3 469 577,93	2 604 717,11	2 767 960,46	4 694 612,15	13 127 466,90	27 993 839,40
Autres réseaux	4 850 047,53	3 966 993,21	6 618 550,66	6 244 269,86	7 262 890,64	5 582 677,14	34 525 429,04
Eau et Préservation milieu naturel	16 688 464,02	11 449 580,68	8 248 625,98	6 462 065,15	38 483 147,02	10 148 612,74	91 480 495,59
Eau industrielle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>BUDGET PRINCIPAL - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>262 221 478,19</b>	<b>286 923 773,45</b>	<b>291 890 683,63</b>	<b>276 273 958,44</b>	<b>340 097 745,60</b>	<b>316 131 302,00</b>	<b>1 773 538 941,31</b>
<b>Budgets Annexes</b>							
Déchets ménagers et assimilés (TTC)	7 396 844,98	6 567 871,40	7 756 895,64	6 697 138,27	8 361 424,89	8 125 586,56	44 905 761,74
Restaurants Administratifs (HT) et Régie	37 277,83	0,00	13 285,70	12 102,37	67 395,96	23 726,34	153 788,20
Abattoir (TTC)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parcs de Stationnement (HT & TTC à partir du 01/04/05)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (HT) Réseau hors tramway	24 933 932,58	47 363 074,67	33 002 520,55	31 603 136,48	66 757 687,21	104 326 542,56	307 986 894,05
Transports (HT) T.C.S.P. puis tramway	54 848 484,85	105 718 405,50	122 379 238,36	24 995 481,92	7 523 785,71	6 371 591,09	321 836 987,43
Assainissement (TTC à partir de 1997)	39 020 942,01	29 844 025,32	21 102 290,25	20 086 929,57	29 336 599,18	28 583 460,08	167 974 246,41
Service d'assainissement non collectif (SPANC) (HT)	2 488,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 488,00
Crématorium (TTC)	185 385,26	38 312,38	124 710,96	33 708,51	6 820,97	25 987,48	414 925,56
Service extérieur Pompes Funèbres (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 488,00
Réseau de chaleur Hauts de Garonne (TTC)	595 996,83	160 739,23	37 895,61	81 131,58	1 688 594,71	3 756 452,17	6 320 810,13
Eau Industrielle et sa régie	0,00	89 400,00	0,00	8 925,38	0,00	74 564,08	172 889,46
Équipements fluviaux	80 102,00	66 596,52	192 007,73	577 592,68	479 612,01	526 080,43	1 921 991,37
<b>BUDGETS ANNEXES - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>127 101 454,34</b>	<b>189 848 425,02</b>	<b>184 608 844,80</b>	<b>84 096 146,76</b>	<b>114 221 920,64</b>	<b>151 813 990,79</b>	<b>851 690 782,66</b>
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>389 322 932,53</b>	<b>476 772 198,47</b>	<b>476 499 528,43</b>	<b>360 370 105,20</b>	<b>454 319 666,24</b>	<b>467 945 292,79</b>	<b>2 625 229 723,66</b>



DEPENSES DOMAINES D'ACTION	2017	2018	2019	2020	202	2022	2017 à 2022
Développement économique Fonds de concours	5 481 503,06	23 587 946,69	873 198,74	878 171,87	425 944,00	1 535 394,08	32 782 158,44
Enseignement (fonds de concours lycées, collèges, enseignement supérieur)	5 174 000,00	6 577 000,00	2 463 677,40	7 127 650,79	5 415 259,00	12 297 985,00	39 055 158,19
Administration générale - Moyens	0,00	0,00	0,00	4 281,96	6 159,00	81,00	10 521,96
Incendie et secours	43 660,18	128 771,15	299 216,73	6 127 628,72	2 496 656,57	2 901 021,67	11 996 955,02
Halles et marchés	0,00	0,00	66 546,00	0,00	0,00	0,00	66 546,00
Cimetières	122 356,74	94 887,87		0,00	12 121,52	417 381,40	646 747,53
Urbanisme et Habitat - Fonds de concours	45 991 214,50	23 616 687,90	27 284 199,67	28 250 766,63	34 916 859,13	45 635 905,36	205 695 633,19
Ordures ménagères et environnement	0,00	0,00	0,00	4 023 262,50	6 039 432,50	4 067 986,06	14 130 681,06
Assainissement pluvial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres réseaux (réseau métropolitain télécommunications)	98 409,78	12 500,00	12 500,00				123 409,78
Transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire et routier (nationaux)	6 849 862,32	636 968,61	3 018 123,06	771 538,56	2 304 389,13	9 755 231,85	23 336 113,53
Voirie (fonds de concours)	8 632 887,88	14 885 119,71	18 385 761,64	17 024 040,26	17 644 332,47	14 592 916,38	91 165 058,34
Voirie (bâtiments)	6 583 391,85	4 288 674,14	68 902,21	0,00	0,00	0,00	10 940 968,20
Eau & Asst, préservation milieu naturel	4 273 188,41	2 141 119,63	463 312,61	2 153 180,46	1 473 097,10	1 820 666,80	12 324 565,01
Interventions sociales - Sports, jeunesse et cultures	19 045 750,48	5 647 612,58	893 674,74	11 506 307,95	3 883 901,34	12 321 381,92	53 298 629,01
Parcs de Stationnement (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (Budget annexe) (Tramway)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (Budget annexe)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL INTERVENTIONS INDIRECTES</b>	<b>102 296 225,20</b>	<b>81 617 288,28</b>	<b>53 829 112,80</b>	<b>77 866 829,70</b>	<b>74 618 151,76</b>	<b>105 345 951,52</b>	<b>495 573 559,26</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>491 619 157,73</b>	<b>558 389 486,75</b>	<b>530 328 641,23</b>	<b>438 236 934,90</b>	<b>528 937 818,00</b>	<b>573 291 244,31</b>	<b>3 120 803 282,92</b>
<b>TOTAL B.A. Tramway</b>	<b>54 848 484,85</b>	<b>105 718 405,50</b>	<b>122 379 238,36</b>	<b>24 995 481,92</b>	<b>7 523 785,71</b>	<b>6 371 591,09</b>	<b>312 836 987,43</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (Hors B.A. Tramway)</b>	<b>436 770 672,88</b>	<b>452 671 081,25</b>	<b>407 949 402,87</b>	<b>413 241 452,98</b>	<b>521 414 032,29</b>	<b>566 919 653,22</b>	<b>2 798 966 295,49</b>
<b>BUDGET PRINCIPAL Total investissements directs et indirects</b>	<b>364 517 703,39</b>	<b>368 541 061,73</b>	<b>345 719 796,43</b>	<b>354 140 788,14</b>	<b>414 715 897,36</b>	<b>421 477 253,52</b>	<b>2 269 112 500,57</b>

# DONNÉES SYNTHÉTIQUES DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE BORDEAUX MÉTROPOLE

## Tous budgets confondus - Budget principal & Budgets annexes

Article R.2313-1 du CGCT

N°	RATIOS	C.A. 2017	C.A. 2018	C.A. 2019	C.A. 2020	C.A. 2021	C.A. 2022	Mouvements réels Observations
	Population	787 107	796 273	802 350	811 377	824 449	830 284	
1	<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> Population	<b>1064,65</b> <u>837 991 908,11</u> 787 107	<b>1111,18</b> <u>884 804 447,34</u> 796 273	<b>1100,99</b> <u>883 383 082,17</u> 802 350	<b>1173,41</b> <u>952 080 998,76</u> 811 377	<b>1150,26</b> <u>948 332 196,24</u> 824 449	<b>1172,84</b> <u>973 791 184,06</u> 830 284	
2	<b>Produit des impositions directes</b> Population	<b>394,73</b> <u>310 691 704,00</u> 787 107	<b>407,23</b> <u>324 267 928,00</u> 796 273	<b>423,46</b> <u>339 761 237,00</u> 802 350	<b>426,82</b> <u>346 312 911,00</u> 811 377	<b>270,67</b> <u>223 149 972,00</u> 824 449	<b>262,66</b> <u>218 079 508,00</u> 830 284	Pleine application du nouveau régime de fiscalité depuis 2011 (CET) avec rôles supplémentaires de TP
3	<b>Recettes réelles de Fonctionnement</b> Population	<b>1417,15</b> <u>1 115 449 315,41</u> 787 107	<b>1487,99</b> <u>1 184 846 528,56</u> 796 273	<b>1479,60</b> <u>1 187 156 162,59</u> 802 350	<b>1450,28</b> <u>1 176 721 916,73</u> 811 377	<b>1525,08</b> <u>1 257 347 302,53</u> 824 449	<b>1505,75</b> <u>1 250 202 293,84</u> 830 284	Hors produits de cession (compte 775)
4	<b>Dépenses d'équipement brut</b> Population	<b>448,78</b> <u>353 235 488,50</u> 787 107	<b>544,82</b> <u>433 827 429,42</u> 796 273	<b>533,20</b> <u>427 814 638,61</u> 802 350	<b>390,72</b> <u>317 017 603,15</u> 811 377	<b>493,92</b> <u>407 211 045,65</u> 824 449	<b>501,73</b> <u>416 574 339,95</u> 830 284	Taux d'équipement Comptes 21 et 23 (hors 20 et 204)
5	<b>Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice</b> Population	<b>781,47</b> <u>615 103 914,37</u> 787 107	<b>863,68</b> <u>687 725 260,14</u> 796 273	<b>1108,95</b> <u>889 762 936,27</u> 802 350	<b>1263,32</b> <u>1 025 028 483,00</u> 811 377	<b>1359,88</b> <u>1 121 149 102,55</u> 824 449	<b>1452,31</b> <u>1 205 831 481,73</u> 830 284	
6	<b>Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.)</b> Population	<b>193,63</b> <u>152 403 657,00</u> 787 107	<b>189,60</b> <u>150 976 450,00</u> 796 273	<b>184,65</b> <u>148 570 315,00</u> 802 350	<b>180,78</b> <u>146 681 135,00</u> 811 377	<b>175,60</b> <u>144 772 483,00</u> 824 449	<b>171,97</b> <u>142 784 006,00</u> 830 284	(comptes 741124 +741126) DGF
6 bis	<b>Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.)</b> Population D.G.F. (Avec résidences secondaires)	<b>194,77</b> <u>152 403 657,00</u> 782 465	<b>189,82</b> <u>150 976 450,00</u> 795 385	<b>183,88</b> <u>148 570 315,00</u> 805 708	<b>180,36</b> <u>146 681 135,00</u> 813 248	<b>175,75</b> <u>144 772 483,00</u> 823 759	<b>170,40</b> <u>142 784 006,00</u> 837 954	
7	<b>Dépenses de Personnel</b> Dépenses réelles de Fonctionnement	<b>28,34 %</b> <u>237 477 035,45</u> 837 991 908,11	<b>27,66 %</b> <u>244 752 122,73</u> 884 804 447,34	<b>28,69 %</b> <u>253 403 453,79</u> 883 383 082,17	<b>27,51 %</b> <u>261 898 719,01</u> 952 080 998,76	<b>28,33 %</b> <u>268 633 803,72</u> 948 332 196,24	<b>28,84 %</b> <u>280 816 446,93</u> 973 791 184,06	
8	<b>Contributions Directes</b> Potentiel Fiscal	<b>62,35 %</b> <u>310 691 704,00</u> 498 269 185,00	<b>63,35 %</b> <u>324 267 928,00</u> 511 893 427,00	<b>65,36 %</b> <u>339 761 237,00</u> 519 791 498,00	<b>65,21 %</b> <u>346 312 911,00</u> 531 046 739,00	<b>41,29 %</b> <u>223 149 972,00</u> 540 472 576,00	<b>38,75 %</b> <u>218 079 508,00</u> 562 846 269,00	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (*) Sur la base du Potentiel Fiscal et population figurant sur fiche D.G.F.
9	<b>Dépenses réelles de Fonctionnement + Remboursement annuel dette en Capital</b> Recettes réelles de Fonctionnement	<b>81,74 %</b> <u>911 751 764,02</u> 1 115 449 315,41	<b>79,52 %</b> <u>942 210 701,60</u> 1 184 846 528,56	<b>79,29 %</b> <u>941 345 405,96</u> 1 187 156 162,59	<b>87,26 %</b> <u>1 026 815 452,01</u> 1 176 721 916,73	<b>81,91 %</b> <u>1 029 867 502,67</u> 1 257 347 302,53	<b>84,64 %</b> <u>1 058 108 804,92</u> 1 250 202 293,84	Hors renégociation de dette en capital Hors produits de cession (compte 775)
10	<b>Dépenses d'équipement brut</b> Recettes réelles de Fonctionnement	<b>31,67 %</b> <u>353 235 488,50</u> 1 115 449 315,41	<b>36,61 %</b> <u>433 827 429,42</u> 1 184 846 528,56	<b>36,04 %</b> <u>427 814 638,61</u> 1 187 156 162,59	<b>26,94 %</b> <u>317 017 603,15</u> 1 176 721 916,73	<b>32,39 %</b> <u>407 211 045,65</u> 1 257 347 302,53	<b>33,32 %</b> <u>416 574 339,95</u> 1 250 202 293,84	Taux d'équipement Hors produits de cession (compte 775)
11	<b>Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice</b> Recettes réelles de Fonctionnement	<b>55,14 %</b> <u>615 103 914,37</u> 1 115 449 315,41	<b>58,04 %</b> <u>687 725 260,14</u> 1 184 846 528,56	<b>74,95 %</b> <u>889 762 936,27</u> 1 187 156 162,59	<b>87,11 %</b> <u>1 025 028 483,00</u> 1 176 721 916,73	<b>89,17 %</b> <u>1 121 149 102,55</u> 1 257 347 302,53	<b>96,45 %</b> <u>1 205 831 481,73</u> 1 250 202 293,84	Hors produits de cession (compte 775)
11 bis	<b>Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice</b> Autofinancement brut	<b>2,22</b> <u>615 103 914,37</u> 277 457 407,30	<b>2,29</b> <u>687 725 260,14</u> 300 042 081,22	<b>2,93</b> <u>889 762 936,27</u> 303 773 080,42	<b>4,56</b> <u>1 025 028 483,00</u> 224 640 917,97	<b>3,63</b> <u>1 121 149 102,55</u> 309 015 106,29	<b>4,36</b> <u>1 205 831 481,73</u> 276 411 109,78	Hors produits de cession (compte 775)

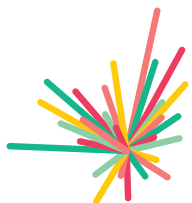
**Bordeaux Métropole**

**Réalisation**

LAPAO

**Impression**

L'ATELIER



# **BORDEAUX MÉTROPOLE**

Esplanade Charles-de-Gaulle  
33045 Bordeaux cedex

T. 05 56 99 84 84

F. 05 56 99 19 40

[bordeaux-metropole.fr](http://bordeaux-metropole.fr)